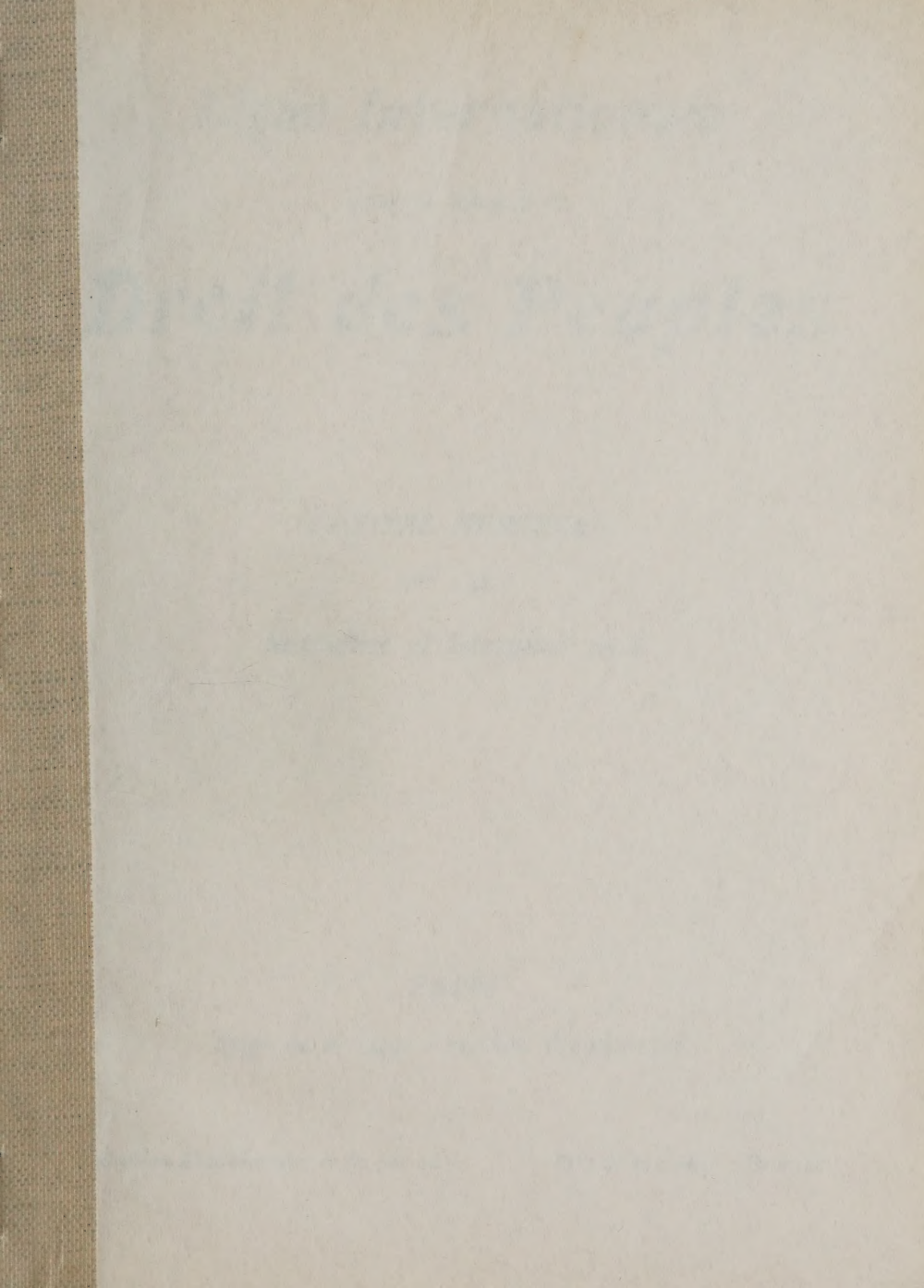


320.5
LI
v.1
no.1-2

LIGUE INTERNATIONALE
POUR LA DÉFENSE DU
DROIT DES PEUPLES.



Ligue Internationale

pour la défense du

Droit des Peuples

CAHIERS MENSUELS

N^{os} 1 et 2

Novembre et Décembre 1912

PARIS

Siège de la Ligue : 21, Rue Visconti (VI^e)

Cotisation-Abonnement : 10 fr. par an.

Prix de ce cahier : Un franc.

COMITÉ PROVISOIRE
DE LA LIGUE INTERNATIONALE POUR LA DÉFENSE
DU DROIT DES PEUPLES

Président : M. ERNEST DENIS, professeur d'histoire moderne et contemporaine à la Sorbonne ;

Vice-Présidents : M. CHARLES GIDE, professeur à la Faculté de Droit ; M. PAUL BOYER, directeur de l'École des langues orientales ;

Membres : MM. Paul DESJARDINS, Th. BECK, Paul VERRIER, Edmond BERNUS, Jean-Jacques CASPAR, Félicien CHALLAYE, Léon DUNOYER, G. GOUJON, Maurice LAILLER, André MAZON, J. POLAKO, POIROT, Jules RAIS, Pierre BERNUS.

Siège social de la Ligue : 21, Rue Visconti, PARIS (VI^e)

Toutes les communications relatives à la Rédaction devront être adressées à M. Pierre BERNUS, 125, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (VI^e).

Toutes les communications relatives à l'Administration devront être adressées à M. Jules RAIS, 28, rue de la Tour, Paris (XVI^e).

Toutes les communications relatives à la Trésorerie devront être adressées à M. J. POLAKO, 125, rue du Ranelagh, Paris (XVI^e).

Ligue Internationale

pour la défense du

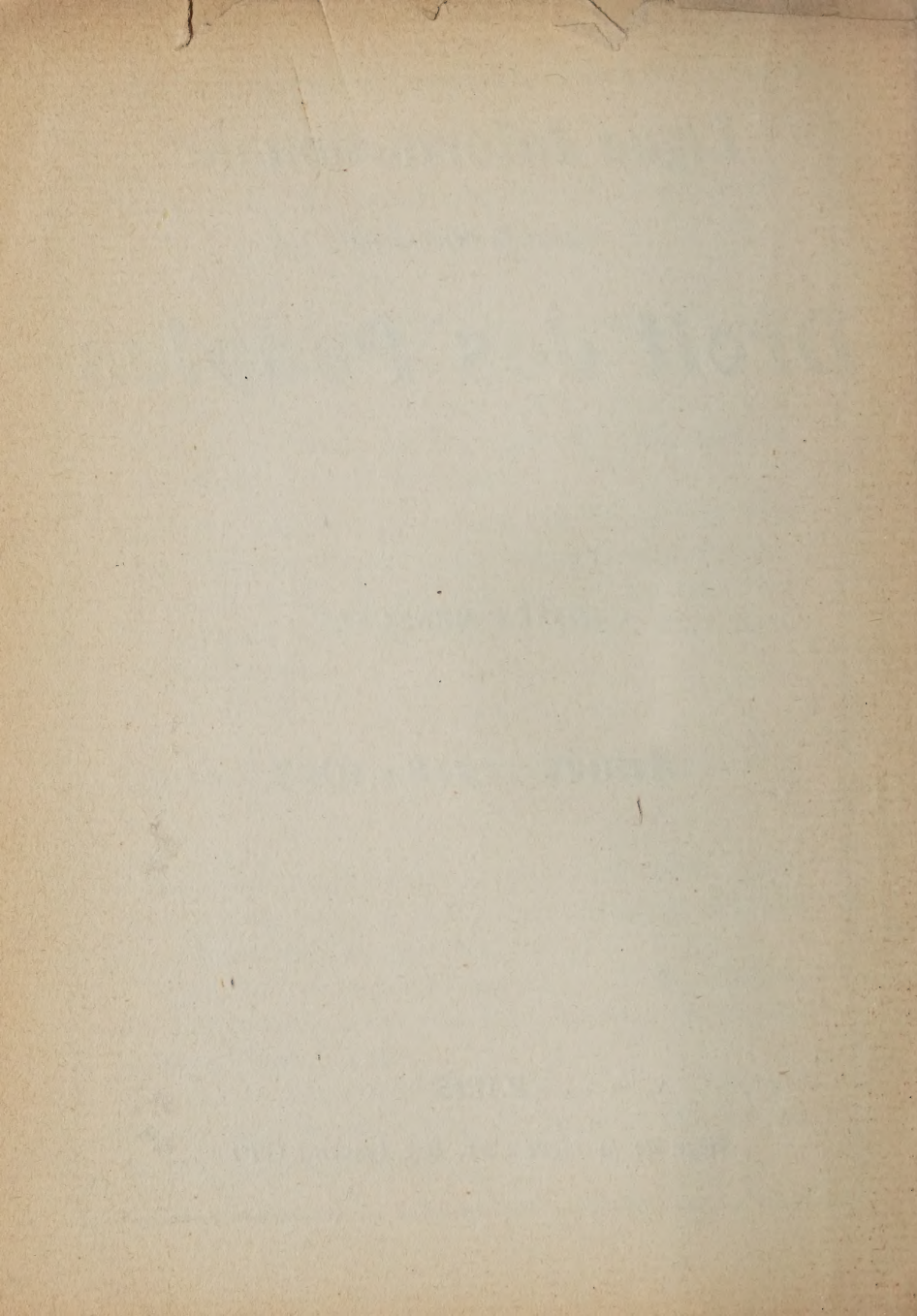
Droit des Peuples

CAHIERS MENSUELS

Année 1912 - 1913

PARIS

Siège de la Ligue : 21, Rue Visconti (VI^e)



320.5

LI

N. 1-2

no. 1-2

Ligue Internationale

pour la défense du

Droit des Peuples

Ref 17155

APPEL

Nous avons projeté de former, entre simples particuliers de diverses nations, une *Association* dont l'objet serait d'*organiser l'Opinion internationale*, afin de donner un appui à la résistance des peuples lésés dans leur droit.

Nous vous demandons de vous joindre à nous pour cet effort.

1. — Ils sont nombreux, en Europe même, ces peuples lésés soit par un régime juridique d'exception, soit par la violation de garanties formellement octroyées, soit par l'extermination systématique d'une langue, d'une « culture » originale, soit par la méconnaissance de ce droit fondamental des peuples, de n'être agrégés à un État que s'ils y ont consenti librement.

2. — Nous nous sentons blessés en eux. Les questions posées par leur situation anormale, nous entendons qu'elles ne soient ni éludées ni prescrites, qu'elles restent posées en termes pressants, tant qu'elles n'auront pas reçu une solution conforme au droit.

3. — Au reste, nous n'ignorons pas que le droit dont nous nous réclamons n'est pas ancien. Il y a quatre générations d'hommes, le droit public de l'Europe auto-

risait ce que nous tenons pour inacceptable aujourd'hui. La tradition à laquelle nous nous rattachons est celle des Révolutions américaine et française; les Déclarations des droits formulées alors par des assemblées élues sont à nos yeux des monuments du droit public commun aux civilisés; on peut les dépasser, mais il faut en partir. L'arbitraire des gouvernements, la confusion des pouvoirs, absorbés ensemble dans le pouvoir de police, le prétendu droit de conquête, enfin tout le système de la raison d'État autorisant la possession de l'homme par l'homme est, à notre sens, un anachronisme condamné.

Que le plus grand nombre possible de nos contemporains passent de la condition de sujets à la dignité de citoyens, c'est notre vœu.

4. — Nous savons par quelle lutte opiniâtre et douloureuse ces exigences nouvelles du sentiment juridique ont été dégagées et établies. A cette conquête, des hommes de tous les peuples de l'Europe et de la Nouvelle Europe ont coopéré. Elle est leur bien commun. Ils doivent en commun veiller à la conserver et à l'accroître. Rendre claire et familière cette idée moderne du droit, la défendre, la perfectionner en la poussant à ses conséquences, faire enfin qu'elle règne, tel serait l'objet suprême de l'*Association internationale* que nous tentons.

5. — Cette Association serait constituée de particuliers n'engageant chacun que soi, ne soudant point leur action à celle du gouvernement de leur pays.

L'Association projetée ne recouvre aucune arrière-pensée hostile délibérément à quelque nation que ce

soit ou favorable délibérément à quelque nation que ce soit. Sans réprouver l'amour-propre national et sans méconnaître qu'il convient, dans le péril, de laisser au sentiment national une forme exclusive et passionnée, l'Association projetée ne se placera pas au point de vue d'un intérêt national. Elle mettra à l'index toutes les violations du droit dont elle sera avertie, en quelque pays qu'elles soient commises et de quelque intérêt qu'elles se couvrent. Nous n'ignorons pas quel est le vertige de la domination et combien aisément, quand la situation a changé, l'opprimé devient oppresseur. Nous comptons au contraire sur la compréhension, sur la coopération des hommes réfléchis et libres de tout pays. Leur patriotisme, s'il est raisonnable et généreux, ne doit pas les rendre méfiants de notre effort.

6. — Nous essaierons, avons-nous dit, d'organiser l'Opinion commune des nations civilisées. Et c'est par là que nous comptons agir pour la défense du droit. En effet, l'Opinion n'est pas un levier illusoire — l'observation des faits ne permet pas d'en douter. Les gouvernants, au temps de Louvois ou de Frédéric II, l'ignoraient, ou la bravaient ; aujourd'hui ils s'en préoccupent, comme le prouve même le soin qu'ils prennent de l'égayer. Ils commencent à supputer que la réprobation de quelques milliers de témoins désintéressés a des contre-coups sur leur crédit et entame leur force.

7. — L'histoire des dernières années a montré qu'on peut émouvoir cette Opinion à l'occasion de quelque iniquité éclatante ; provoquer des ligues, des pétitions,

des campagnes de presse, des mouvements de foule dans la rue. Mais ces manifestations se produisent une fois, pour une cause particulière, qui semble isolée. Des motifs passagers, passionnés ou politiques, se mêlent à la revendication du droit blessé; l'autorité de la manifestation en est affaiblie. D'autre part, ces mobilisations intermittentes dépensent et usent pour un temps la faculté de réagir contre l'injustice. Cette faculté doit être toujours en éveil, toujours prête à s'intéresser aussi bien dans l'un que dans l'autre sens. La force qu'elle meut doit rester solide et disponible toujours.

8. — Il faut donc organiser l'Opinion. Ainsi ses manifestations gagneront en gravité, et l'économie de ses forces naissantes et mal assurées sera mieux réglée. L'Association projetée est une tentative dans ce sens.

Il n'y a nulle chimère dans un tel projet, à condition que l'on sache bien qu'il s'agit d'une action prolongée et patiente, d'une action d'éducation. Il faut se souvenir aussi, pour avoir confiance, que cette action est dirigée dans le sens où marchent visiblement les sociétés modernes, si bien que l'Association projetée existe, peut-on dire, déjà et qu'il ne reste qu'à la rassembler, à la manifester.

9. — Le premier instrument d'action que cette Association devra forger paraît être un *organe international et régulier d'information*, ne dépendant que de l'Association elle-même.

Les informations porteraient sur tous les actes gouvernementaux ou administratifs qui lèsent le droit des

peuples tel que nous l'affirmons. Elles s'étendraient de proche en proche, par ondes élargies, en partant de ce qui nous est le plus voisin, c'est-à-dire des relations entre gouvernants et peuples dans les États où le droit public est défini ; mais en dehors même de ces États on n'écarterait par l'argument d'incompétence aucun appel à la conscience juridique commune.

Les informations seraient recueillies, dans les divers pays, par des correspondants de l'Association, capables de contrôler les témoignages ; elles seraient toujours précises, vérifiables et objectives.

Les informations seraient coordonnées suivant des rubriques générales, de manière à faire ressortir l'ubiquité des procédés du despotisme et l'ubiquité, contre lui, de la revendication du droit.

A ces informations sûres, restreintes aux faits, l'organe international projeté joindrait, pour l'appréciation des faits, une *Correspondance* ouverte à quiconque se rattache à l'Association ou à quelque Association semblable, en tout pays, ou qui seulement accepte nos principes. Par cette Correspondance constante et directe, de particulier à particulier, s'éclairciraient peut-être les malentendus qui, diffusés par la presse, soulèvent l'opinion nationale d'un peuple contre celle d'un autre peuple. D'éclaircissement en éclaircissement, une opinion publique commune aux civilisés irait se formant et se formulant. Ce qui est toujours notre objet.

10. — Quoique nous ne soyons pas compatriotes, nous nous regardons, en un certain sens, comme des conci-

toyens. Ce titre commun nous lie, il nous confère une dignité, que nous sentons, et à l'occasion il nous commande des sacrifices. Nous estimons qu'il nous commande aujourd'hui d'entreprendre cette Association.

Si vous acceptez, ou mieux si vous vous sentez obligé d'y coopérer, nous vous invitons à venir avec nous délibérer sur les moyens d'exécution.

Veillez être assuré de nos sentiments de bonne confraternité.

STATUTS

DE LA " LIGUE INTERNATIONALE POUR LA DÉFENSE DU DROIT DES PEUPLES "

ARTICLE PREMIER. — Il est formé entre, les personnes qui adhèrent aux présents Statuts une Association déclarée, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Cette Association prend le nom de *Ligue internationale pour la défense du Droit des Peuples*.

ART. 2. — Le siège de l'Association est fixé, à Paris, à l'adresse désignée par le Comité directeur.

ART. 3. — Cette Association a pour but d'organiser l'opinion internationale par l'étude et l'exposé objectifs des griefs et revendications des peuples lésés dans leurs droits.

La sphère d'action de la Ligue ne comporte aucune limite géographique ni ethnique, sous réserve de l'examen qui sera fait par le Comité des différents cas qui lui seront signalés.

ART. 4. — Les moyens d'action de la Ligue sont notamment :

- 1^o La publication d'un organe d'information mensuel ;
- 2^o D'autres publications, périodiques ou non, relatives à l'objet de la Ligue ;
- 3^o La création d'un Bureau d'informations et de renseignements à la disposition des membres de la Ligue ;
- 4^o Des réunions, des conférences et des congrès internationaux ;

5^o La fondation d'Associations similaires dans les différents pays;

6^o L'établissement de relations suivies avec les particuliers ou les Associations ayant les mêmes principes et les mêmes sentiments sur les Droits des Peuples.

ART. 5. — Pour devenir Membre de la “Ligue du Droit des Peuples”, il faut adhérer aux présents Statuts, être admis par le Comité directeur, et payer une cotisation annuelle d'au moins 10 francs. Toutefois, le Comité directeur pourra, sur une demande justifiée, réduire le montant de la cotisation de certains adhérents.

Les demandes d'admission doivent contenir les noms, prénoms, qualités et nationalité du signataire, ainsi que son adresse et le chiffre de sa cotisation.

Chaque Associé pourra racheter sa cotisation annuelle en payant une somme de 200 francs une fois versée, mais sans acquérir pour cela un titre ou des droits différents de ceux des autres Membres de la Ligue.

ART. 6. — Le Comité directeur prévu ci-après statue sur les admissions et sur les radiations.

Tout Associé n'ayant pas versé sa cotisation peut, trois mois après la présentation de la quittance et à la suite d'une lettre de rappel, être rayé par le Comité directeur.

Toute démission, pour libérer du paiement de la cotisation de l'année suivante, doit être adressée au Comité directeur par lettre recommandée avant le 1^{er} décembre.

ART. 7. — L'Association fonctionne par :

L'Assemblée générale ;

Le Comité directeur.

ART. 8. — L'Assemblée générale a lieu une fois par an. Le lieu et la date sont fixés par le Comité. Une Assemblée géné-

rale extraordinaire peut, en outre, être convoquée en tout temps par le Comité.

Tous les Membres de l'Association ont le droit d'y participer. La fixation de l'ordre du jour des Assemblées générales appartient exclusivement au Comité. Les Assemblées générales sont présidées par le Président du Comité ; à son défaut par l'un des quatre Vice-Présidents, et à défaut de l'un et des autres, par le Secrétaire général.

L'Assemblée générale ordinaire entend les rapports du Comité, pourvoit au renouvellement de ses Membres dans les conditions ci-après fixées, approuve les comptes et la gestion pour l'exercice clos, — l'exercice annuel allant du 1^{er} janvier au 31 décembre et le premier exercice devant être compris entre la date de la première Assemblée générale et le 31 décembre suivant.

L'Assemblée générale vote sur les propositions qui lui sont soumises par le Comité.

Les votes ont lieu à la majorité absolue de tous les votants :

Soit par les personnes présentes à l'Assemblée ;

Soit par correspondance.

Le Comité fixera les conditions dans lesquelles le vote par correspondance sera valablement exprimé.

Les votes seront valables, quel que soit le nombre de ceux qui y auront pris part en personne ou par correspondance. Cependant, toute décision de dissolution ou de modification aux Statuts doit être prise par une majorité des trois quarts des votants, ces derniers devant représenter au moins le quart de la totalité des Membres de l'Association.

Il est tenu des procès-verbaux de séance signés par un des Secrétaires.

ART. 9. — La " Ligue du Droit des Peuples " est adminis-

trée par un Comité directeur siégeant à Paris. Il est composé de 15 membres au moins et 30 au plus, de quelque nationalité que ce soit, élus par les Associés en Assemblée générale.

Les Membres du Comité sont nommés pour trois ans, sauf ceux du premier Comité. A l'expiration des trois premières années, le Comité sera renouvelable par tiers chaque année, le sort devant désigner ceux qui sortiront la première année, puis la seconde.

Les Membres sortants sont immédiatement rééligibles.

ART. 10. — Le Comité élit lui-même son Bureau, composé de : un Président, quatre Vice-Présidents, un Secrétaire général, un Secrétaire adjoint, un Rédacteur en chef du Bulletin et un Trésorier.

Si une vacance vient à se produire dans le Comité pour une cause quelconque, le Comité choisit un nouveau Membre qui, après ratification de la première Assemblée générale suivante, demeurera en fonctions pour le temps restant à courir du mandat de celui qu'il remplace.

ART. 11. — Le Comité se réunit aussi souvent que les intérêts de la Ligue l'exigent, sur convocation de son Président ou sur la demande de 10 au moins de ses membres.

ART. 12. — La Ligue est représentée, en justice et dans tous les actes de la vie civile, par le Président, qui ne peut cependant engager une instance judiciaire sans l'autorisation du Comité directeur.

ART. 13. — Le Trésorier est chargé du recouvrement des recettes et du payement des dépenses.

EXPLICATIONS

Le but de la Ligue pour le Droit des Peuples est clairement indiqué dans notre appel. Si nous le précisons encore brièvement, c'est que nous désirons éviter tous les malentendus possibles. L'œuvre a subi un temps d'incubation assez long, elle a été suffisamment passée au crible de nombreuses discussions, pour qu'on ne puisse lui reprocher d'avoir été improvisée d'enthousiasme. C'est un travail réfléchi que nous entreprenons ; c'est aussi un travail lent, dont toute la valeur est dans la patiente continuité. Un engouement passager lui serait nuisible. L'entreprise demande à ceux qui viennent à elle, pour y collaborer d'une manière quelconque, la tranquille et opiniâtre conviction qu'elle est nécessaire.

Notre but diffère de celui des associations en faveur de la paix, en ce sens que nous mettons la justice au-dessus de la paix. Nous ne pouvons concevoir un équilibre stable, s'il ne se maintient que par le poids d'une contrainte subie douloureusement et avec haine.

En soutenant le droit des peuples opprimés, nous ne nous plaçons cependant pas non plus au point de vue des nationalismes particuliers. Dans les différents peuples, nous voyons des membres de l'humanité. Chacun d'eux,

par sa forme spéciale de culture, par son caractère ethnique ou historique, par sa seule volonté d'être une individualité originale, donne, ou du moins est susceptible de fournir sa contribution au trésor commun de la civilisation humaine. Empêcher ou paralyser le développement normal d'un ces groupements, c'est enlever au patrimoine général quelque chose qui peut être irremplaçable. L'oppression systématique nous semble commettre un crime même envers l'avenir.

Chaque peuple, en luttant pour sauvegarder sa personnalité en péril, ne combat pas seulement pour lui-même, mais encore pour tous les autres; bien que d'ordinaire, engageant ses forces vitales pour sa conservation propre, il n'en soit pas conscient. La justice internationale est un bloc; et aucun opprimé n'est en réalité seul dans ses combats les plus désespérés. C'est le puissant encouragement de cette conviction que nous voudrions contribuer à donner à tous ceux qui cherchent à résister à l'écrasement et à l'absorption.

Nous n'avons pas, bien entendu, à conseiller aux opprimés une tactique particulière. Ils savent mieux que nous ce que les conditions de la lutte rendent utile ou nécessaire. Mais nous croyons que chacun peut apprendre beaucoup en étudiant les méthodes de ceux de ses frères qui se trouvent dans une situation analogue.

Les questions purement coloniales ne rentrent qu'indirectement dans la sphère de notre action. Il y a heureusement des sociétés spéciales pour s'occuper de la protection si nécessaire des indigènes. Notre but est limité; il consiste à défendre le droit des peuples. Toutefois nous n'oublions

pas que les nations colonisatrices ne sauraient être, moralement, que les tutrices des races moins avancées. Parmi celles-ci il peut y en avoir, il y en a même sans doute qui seront capables de devenir des peuples et de collaborer comme membres utiles au travail général de l'humanité. A partir de ce moment, elles ont le droit de se développer librement, sans une tutelle qui deviendrait odieuse et nuisible. La vraie colonisation civilisatrice consisterait à faire éclore ce droit. Quant à nous, notre rôle dans ces questions sera de surveiller ce droit naissant, de le protéger quand il est encore dans l'enfance, afin qu'il ne soit pas étouffé avant d'avoir pu se développer normalement.

Nous nous adressons aussi aux oppresseurs. Il y en a de bonne foi, tant le niveau de la conscience juridique est bas. Nous aurons à examiner, chaque fois qu'elles se présenteront, les théories sur lesquelles on a essayé de tout temps d'appuyer l'injustice. Nous chercherons à crever les sophismes, de telle sorte que la vérité des faits apparaisse nue. Surtout nous ne nous laisserons pas de revenir sur le mal qu'un État se fait à lui-même en s'engageant dans le chemin de l'oppression d'autrui. On verra le prix de l'assimilation forcée ; à quelles contradictions, à quelles violations de ses propres textes constitutionnels, à quelles monstruosité pédagogiques, à quelle démoralisation de la vie publique s'expose l'opresseur.

Enfin nous nous adressons à tous ceux qui, étant en dehors de la lutte ou se croyant en dehors, ne souffrent pas des coups reçus par d'autres. Nos Cahiers, nous l'espérons, contribueront à montrer que cette apathie égoïste ou ignorante n'a pas de raison d'être, et qu'il y a entre les

hommes une solidarité de fait à la fois terrible et magnifique. Il ne suffit plus de ne pas être soi-même lésé dans son droit pour ne pas souffrir. L'humanité entière est lésée dans la violation du droit d'un de ses membres. La justice ne fera des progrès qu'autant qu'on arrivera naturellement à souffrir d'une iniquité commise au loin, envers des gens que nous ne connaissons que par ouï-dire. Il faut que la conscience tressaille, comme d'une blessure, d'une atteinte et même d'une simple menace au droit, sans qu'il soit besoin de drame sanglant pour émouvoir l'imagination.

Notre œuvre est donc avant tout une œuvre d'éducation. Redresser et éduquer le sentiment du droit, tel est notre but.

Pour cela, nous chercherons d'abord à renseigner exactement l'opinion sur les atteintes au droit des peuples. C'est à quoi serviront nos Cahiers. Tout ce que la presse ne dit pas, nous chercherons à le savoir et à le faire savoir ; tout ce qu'elle présente sous un jour faux, nous tâcherons de le montrer dans la clarté. Par un système de correspondance établi avec soin, nous ferons notre possible pour arriver à la vérité, quelle qu'elle soit. Et nous serons reconnaissants à nos lecteurs de puiser dans les faits qu'ils trouveront dans les Cahiers, pour les faire connaître dans les milieux que nous n'atteignons pas.

Car c'est à l'opinion publique que nous faisons appel, comme à une force très grande. Il y a des faits qui, même aux yeux de ceux qui les ont commis, prennent une tout autre tournure, quand ils paraissent devant le public dans leur affreuse nudité. La crainte de la réprobation est plus puissante qu'on ne se l'imagine. Le jour où une injustice

souleverait une réprobation générale, notre œuvre éducative serait singulièrement avancée.

EDMOND BERNUS.

POST-SCRIPTUM

Les événements d'Orient nous obligent à ajouter quelques mots à ce qu'on vient de lire. Il sera toujours essentiel, à nos yeux, de confronter nos principes avec les réalités agissantes de la vie.

Les victoires éclatantes des quatre États balkaniques ne prouvent pas que les canons et les fusils sont les seules ressources des opprimés, et que dès lors il convient de laisser toutes les questions internationales se résoudre par la force.

Cette théorie, absolument contraire à nos convictions, a des défenseurs.

Il serait commode, en effet, d'accepter une sorte de fatalisme, d'après lequel il n'y aurait qu'à enregistrer comme une loi inévitable la victoire du plus puissant sur le plus faible. Le mot de « droit » n'aurait plus aucun sens, et la lâcheté humaine se renfermerait paresseusement dans son silence accoutumé.

Les victoires des alliés prouvent simplement que la force matérielle, sous la forme du nombre, de l'armement et de l'organisation, est le moyen le plus rapide de résoudre les questions. Quand cette force est au service du droit, nous nous en réjouissons. Car, encore une fois, ce n'est pas nous qui blâmerons les peuples lésés d'opposer la force à la force, ni de choisir habilement le moment de l'action.

Mais ce que nous avons à souligner, c'est l'apport considérable qu'ajoute à la force extérieure le sentiment du droit. Croit-on que Bulgares, Serbes et Grecs se seraient battus absolument comme ils l'ont fait, s'ils n'avaient pas eu la conviction de briser le joug insupportable qui pesait sur leurs frères ?

Cette guerre met en outre en évidence l'importance des revendications nationales, des questions mêmes pour lesquelles notre Association a été fondée. Aucun traité ne peut faire qu'une question internationale soit réglée, lorsque le droit d'un peuple a été lésé. Les vieilles injustices ont une vie ; elles travaillent et fermentent, jusqu'au jour où, à l'étonnement naïf des diplomates de l'école réaliste, une explosion se produit. Notre rôle, c'est de mettre ces injustices devant les yeux du public.

Dans les événements du dernier mois, nous voyons une raison de plus d'agir. A l'heure où les sympathies faciles vont à ceux qui prouvent leur force, les nôtres vont à eux en tant que leurs victoires nous semblent une conquête du droit.

Si la question macédonienne se résout selon l'équité, c'est autant que nous enregistrons avec satisfaction comme n'étant plus de notre compétence. Il nous restera bien assez de besogne, car c'est pour les faibles que nous parlons. Dans notre monde actuel, ils ne sont que trop nombreux, ceux dont la voix n'est pas écoutée, parce qu'elle est étouffée sous le baïllon et couverte par les acclamations qui vont aux puissants. En Slesvig, en Alsace-Lorraine, en Pologne, en Finlande, en Croatie et en pays slovaque, chez les Arméniens menacés de payer les défaites

turques, en Perse et ailleurs encore, il y a des droits qui en appellent à la justice internationale, partie intégrante de la civilisation de l'avenir. Ces opprimés sont comme des mineurs qui ont besoin d'un tuteur pour sauvegarder leurs droits. Et ce tuteur, c'est l'opinion publique éclairée, c'est nous qui essayons de parler à cette opinion publique.

E. B.

LA GUERRE D'ORIENT

ET LE DROIT DES PEUPLES

La guerre des Balkans soulève un grave problème. Il convient de l'examiner et de chercher à déterminer, à la lumière des faits, l'attitude que nos principes nous commandent à l'égard des événements d'Orient. Nous voudrions que les lignes qui suivent engagent nos adhérents à faire à leur tour, sur une question aussi importante, des réflexions personnelles. Cet exposé sommaire n'a pas la prétention d'imposer un point de vue dogmatique.

Quatre États (Bulgarie, Grèce, Serbie, Monténégro) ont déclaré la guerre à la Turquie après avoir sommé celle-ci d'accorder à la Macédoine une large autonomie. La première question que nous ayons à nous poser est celle-ci : Leur demande était-elle légitime ?

Sur ce point, la réponse à faire ne paraît pas douteuse. Elle doit être affirmative. Un rapide examen de la question macédonienne dira pourquoi.

La Macédoine est une province où les races les plus diverses se coudoient et sur certains points se mêlent inextricablement. Nous n'essayerons pas de donner des

chiffres. Les statistiques ethniques sont toutes contradictoires et inspirées par des visées politiques. Cependant, certains faits généraux sont clairs. Les Turcs ne constituent qu'une minorité relativement faible de la population totale. Parmi les chrétiens, les Bulgares sont les plus nombreux. Ils l'emportent particulièrement dans les districts du nord, du nord-est et du centre. Les Serbes occupent fortement la région dite de la Vieille-Serbie, au nord-ouest, et sont encore très nombreux au-delà d'Uskub. Les Grecs l'emportent dans les territoires du sud-est (comme aussi sur l'autre versant, en Épire). Les uns et les autres se trouvent parfois mêlés d'une façon qui défie toute répartition ethnique. On trouve aussi, mais en agglomération sans importance, des Kontzo-Valaques (Roumains). Les Juifs habitent surtout les villes et forment notamment une colonie considérable à Salonique. Il y a encore des Albanais par-ci par-là.

Ces populations si diverses ont été soumises de tout temps à un régime constamment mauvais et souvent abominable. A ce sujet, le doute n'est pas permis. Tous les auteurs sont d'accord. Les rapports des consuls constituent à cet égard une documentation convaincante et à elle seule suffisante.

Le traité de Berlin contient un article 23 qui imposait à la Turquie l'obligation d'appliquer à ses diverses provinces d'Europe des réformes qu'elle devait soumettre à la commission européenne instituée pour la Roumélie orientale. La Turquie élabora un magnifique ensemble de lois qui furent approuvées en 1880 par ladite com-

mission. Mais elle se garda bien de les appliquer le moins du monde. A telles enseignes qu'en octobre 1912, elle a répondu à l'ultimatum des États balkaniques en annonçant à l'Europe que, spontanément, elle allait mettre en vigueur les lois de 1880. Comment s'étonner que les intéressés n'aient pas vu là autre chose qu'un expédient de la dernière heure ou une plaisanterie ?

Depuis trente ans, on n'a donc pas opéré de réforme sérieuse. La Macédoine a vécu dans un état permanent d'agitation. Elle a souffert d'exactions financières constantes, des maux qu'engendre une justice partielle et corrompue, d'incendies, de pillages, de massacres (1). Entre l'Albanais qui venait le rançonner et le fonctionnaire turc qui vivait sur lui, le malheureux Macédonien était périodiquement acculé à la ressource des désespérés : l'insurrection.

Pour mettre fin à cet état de choses douloureux, il y avait un moyen, pas très compliqué en soi, et qui a donné au Liban des résultats excellents : la création d'une autonomie macédonienne, avec un gouverneur occidental ou au moins chrétien, des finances, une justice, une gendarmerie réorganisées et dirigées par l'Europe. La politique des grandes puissances n'a pas permis qu'on recourût efficacement à ce remède. Elles portent

(1) Il n'y a pas de recueil plus éloquent et qui fasse mieux connaître les maux soufferts par les Macédoniens, à vrai dire à l'époque la pire, que le *Livre jaune* (n° 48), publié en 1902 par le gouvernement français. La question macédonienne a fait fleurir une " littérature " extrêmement abondante. Nous ne pouvons ici songer pour le moment à dresser une liste, même des seuls ouvrages essentiels.

toutes une lourde responsabilité et ont contribué les unes et les autres, soit activement soit passivement, à entretenir le mal qui a abouti à la crise actuelle. Cependant il faut mettre à part trois d'entre elles : l'Allemagne, parce qu'elle a jusqu'au bout soutenu le régime hamidien et a systématiquement combattu les tentatives de réformes ; surtout, s'agissant des Balkans, l'Autriche et la Russie parce qu'elles ont revendiqué et obtenu la reconnaissance d'une situation privilégiée dans ces régions.

La Russie et l'Autriche visent des buts contradictoires. Mais elles ont été longtemps d'accord, comme l'a dit un des meilleurs connaisseurs de l'Orient, « pour favoriser la pourriture lente de la Turquie » (1). Elles ont réussi à se faire reconnaître par les autres puissances une sorte d'intérêt particulier du premier degré aux affaires des Balkans, intérêt spécial qui n'a d'autre justification qu'une avidité plus grande. Pendant des années, elles se sont attachées à maintenir le *statu quo* intégral et à écarter toute réforme. Elles entendaient se réserver cette chasse gardée et y laisser croître le désordre jusqu'au jour où elles pourraient soit se partager à l'amiable, soit se disputer la proie. Une Macédoine autonome et heureuse eût été un obstacle à la réalisation de leurs desseins.

Cependant, à partir de 1902-03, une insurrection particulièrement violente ne permit plus aux deux puissances

(1) G. GAULIS, *Les Questions d'Orient* (Librairie des " Pages Libres ", Paris, 1905), p. 80.

de rester immobiles. L'abcès risquait de crever trop tôt. Au même moment, les puissances libérales d'Occident recommençaient à s'occuper de la Macédoine. Il résulta de tout cela un programme de réformes, partiel, insuffisant, mais dont l'application eut pourtant quelques résultats heureux. On entreprit quelques réformes judiciaires et financières. Surtout sous la direction du général italien Degiorgis, assisté d'officiers appartenant aux diverses puissances, on s'attacha à réorganiser la gendarmerie. On s'était engagé, bon gré mal gré, dans la bonne voie.

Mais, quand la révolution turque se produisit, les puissances renoncèrent entièrement, avec une hâte étrange, à cet embryon de réforme. Elles rappelèrent notamment leurs officiers de gendarmerie dont les efforts n'avaient pas été vains. Il n'est pas douteux que la Russie et l'Autriche saisirent le premier prétexte venu d'abandonner une œuvre qui ne leur plaisait pas et pour l'exécution de laquelle elles avaient dû accepter la collaboration de puissances plus désintéressées. La France, l'Angleterre et l'Italie n'osèrent pas risquer l'impopularité à Constantinople à une heure où chacun tentait de capter à son profit les bonnes grâces du parti vainqueur. Quant à l'Allemagne, elle avait toujours manifesté le plus profond dédain pour les réformes macédoniennes.

Depuis lors, l'anarchie s'est rétablie peu à peu en Macédoine. Le nouveau régime turc, qui sur certains points a fait quelques efforts méritoires, s'est laissé guider dans sa politique à l'égard de ses sujets chrétiens par une pensée de nationalisme intransigeant et de cen-

tralisation oppressive. On ne peut pas dire que le sort de la Macédoine se soit très sensiblement amélioré du fait de la révolution jeune-turque.

La réalisation d'une autonomie macédonienne n'a pas été retardée seulement par la résistance ottomane et par les intrigues des puissances. La lutte acharnée des diverses nationalités chrétiennes a contribué pendant longtemps à lui donner l'apparence d'une utopie. Bulgares, Serbes et Grecs se détestaient et se combattaient autant qu'ils haïssaient et attaquaient les Turcs. Athènes, Sofia, Belgrade — et, à l'arrière-plan, Bucarest — se querelaient avec un acharnement qui assurait la durée du régime ottoman. Les petits États balkaniques — la Roumanie exceptée, dont les intentions sont encore énigmatiques — viennent de procéder à une réconciliation qui transforme du tout au tout les données du problème macédonien.

Les demandes qu'au moment où ils mobilisaient ils ont présentées conjointement à la Turquie et à l'Europe n'ont rien d'excessif. Si les puissances avaient répondu en imposant à la Turquie l'autonomie réclamée, — elles en ont le moyen, — la guerre aurait été peut-être évitée. Mais plusieurs d'entre elles, pour des raisons d'ailleurs diverses, ne l'ont pas voulu, et l'intervention des cabinets à Constantinople s'est réduite à une démarche platonique qui ne pouvait faire reculer les États balkaniques, décidés à profiter d'une occasion peut-être unique.

Il est généralement admis que les deux puissances souvent ennemies, mais en même temps presque tou-

jours complices, la Russie et l'Autriche, qui savaient exactement ce qui se préparait dans les Balkans et qui ont tout mis en œuvre pour écarter les mesures efficaces qui eussent détourné l'orage, désiraient l'une et l'autre que la guerre éclatât et qu'une grande liquidation s'ouvrit. Nous ne savons pas encore quels sont les dessous de cette grande crise, mais il y en a de certains. Il n'est pas douteux que les deux puissances qui se sont longtemps montrées les plus opposées à la constitution d'une Macédoine autonome ont contribué sciemment à précipiter les événements. Nous ne connaissons pas les projets, probablement contradictoires, et peut-être de nature à les mettre plus tard aux prises, qu'elles nourrissent. Le rôle trouble de certains États, très particulièrement ennemis du droit des peuples, doit nous conseiller d'attendre, pour prononcer un jugement définitif, de voir dans quelle mesure la guerre actuelle servira la cause du droit.

Cependant, on peut toujours porter un jugement provisoire. Voici donc les conclusions que nous suggère ce rapide examen de la question :

La Macédoine n'a cessé d'être soumise à un régime extrêmement mauvais contre lequel les habitants ont lutté par tous les moyens, souvent par les armes. Les réformes profondes dont la réalisation lui avait été garantie dans un acte international solennel n'ont jamais été accomplies. De ce fait, un droit certain a été systématiquement violé. Une large autonomie, sous la surveillance effective et non plus théorique de l'Europe, aurait pu être à bien des égards la solution la plus heu-

reuse. Ni la Turquie n'a voulu l'accorder, ni les puissances n'ont su l'imposer. Dans ces conditions, une guerre devait fatalement un jour ou l'autre se produire. Un de ses résultats, cela n'est guère douteux, sera d'améliorer le sort de la Macédoine et de lui procurer un statut satisfaisant dans une certaine mesure — nous ne saurons que plus tard dans quelle mesure — les vœux de la majorité de ses habitants.

L'état de la Macédoine, l'obstination de la Turquie à refuser et l'incapacité des puissances à obtenir la réalisation d'engagements tant de fois renouvelés, les aspirations légitimes d'une population opprimée ne nous permettent pas de blâmer *a priori* l'action des États balkaniques, bien que leurs chefs ne soient sans doute pas uniquement inspirés par des sentiments nobles. Si nous avons des réserves à faire — et il en est de nécessaires — elles portent, pour le passé, sur les intrigues qui ont précédé et accompagné l'ouverture de la crise, et, pour l'avenir, sur les résultats encore incertains de cette guerre, qui, tout en améliorant probablement la situation de la Macédoine et en donnant sûrement à la question de Crète la solution de justice depuis trop longtemps attendue, peuvent entraîner la violation de certains droits.

Il est à craindre, en effet, que la libération de certaines populations ne soit accompagnée dans d'autres régions par l'établissement de servitudes nouvelles. Toutes les oppressions ne sont pas ottomanes et un grand bouleversement peut être utilisé par certains despotismes chrétiens.

Enfin, il ne serait pas juste de ne pas constater le fait, qui n'atténue pas les fautes et même les crimes commis contre le droit par les Turcs : à savoir que loin d'être aidés dans leurs efforts pour se réformer, les Ottomans, respectés et même protégés par les puissances tant qu'ils étaient sous le joug d'Abdul-Hamid, ont été en butte à toutes les attaques, du jour où ils ont tenté d'introduire dans leur administration quelques réformes. Il y a là une considération qui doit leur valoir, de notre part, au moins quelque commisération. Elle ne saurait cependant nous empêcher de reconnaître que, dans la plus grande partie de la Turquie d'Europe, c'est par eux que le droit des peuples a été systématiquement violé.

L'avenir seul nous permettra de porter un jugement raisonné et définitif sur une crise qui n'est pas encore arrivée à son terme. Les réflexions qui précèdent sont les seules que nous nous estimions autorisés à faire pour le moment.

PIERRE BERNUS.

L'ÉTAT PRÉSENT DE LA QUESTION DE FINLANDE

Le conflit constitutionnel finlandais, comme le montrent les événements récents, se précipite et s'élargit. Il me paraît utile à l'intelligence des incidents exposés aux informations de présenter brièvement l'état actuel de la crise.

La situation juridique de la Finlande date, comme on sait, de la conquête de 1809. Alexandre I^{er} lui confirma ses lois politiques et civiles, dont l'autonomie sous un régime constitutionnel. Il en garantit le maintien à perpétuité, engageant ainsi le pouvoir central russe sous quelque forme qu'il s'exerce. Tous ses successeurs, y compris l'empereur actuel, ont d'ailleurs renouvelé en montant sur le trône cette garantie.

Le régime d'autonomie a été employé par le peuple finlandais au développement d'une civilisation originale et florissante, si on tient compte des difficultés opposées par une nature pauvre. Il n'a pas non plus suscité de difficultés entre la Russie et le Grand-Duché, du moins avant que le nationalisme russe se fût avisé qu'il y avait là une situation intolérable pour la dignité de la Russie conquérante. Quand ces doctrines eurent pénétré dans le gouvernement, elles aboutirent au manifeste du 3/15 février 1899, qui créait une nouvelle caté-

gorie législative : les lois finlandaises touchant aux intérêts de la Russie, et transférait la décision suprême en ces matières au pouvoir législatif russe (alors l'empereur autocrate), après consultation de la Diète finlandaise et avis consultatif du Conseil de l'Empire. Ce manifeste, appliqué une fois seulement (loi militaire de 1901), ouvrit la première crise, qui prit fin en novembre 1905 par la restauration de l'ordre légal et la suspension du manifeste.

La trêve fut courte ; elle dura autant que le gouvernement libéral en Russie. Quand la modification de la loi électorale eut donné une troisième Douma, dont la majorité était nationaliste, le cabinet Stolypine présenta à cette Douma (automne de 1909) un projet de loi qui reprenait, précisait et aggravait le manifeste de 1899. Malgré toutes les objections de l'opposition libérale, la loi fut votée et promulguée le 30 juin 1910. Elle diffère du manifeste de 1899 en ce que celui-ci laissait au souverain le droit de décider quelles questions rentraient dans la catégorie des lois générales d'empire, au lieu que la loi de 1910 définit la sphère de ces lois, qui embrasse tout le droit : questions constitutionnelles, militaires, libertés civiques, principes généraux de l'administration, de la justice, de l'enseignement, douanes, monnaie, législation commerciale, etc. Cette loi ne peut être modifiée que sur l'initiative du pouvoir exécutif (précaution contre une Douma libérale). Naturellement, les lois d'empire doivent être adoptées par le Parlement russe et sanctionnées par le souverain.

Dans la discussion de la loi du 30 juin 1910, Stolypine

avait déclaré que le Gouvernement russe voulait surtout avoir une arme qu'il n'emploierait qu'à la dernière extrémité. Or, dès la session suivante de la Douma, il déposait deux projets de loi : l'un sur la contribution militaire à payer par la Finlande, l'autre sur les droits des sujets russes en Finlande. Les circonstances (affaires polonaises) firent que les projets ne furent discutés qu'après la mort de Stolypine, pendant l'automne de 1911.

En ce qui concerne le premier projet, il est exact que la Diète finlandaise avait refusé, en 1910, de le prendre en considération ; mais c'était uniquement parce que les termes mêmes du projet déniaient expressément les droits constitutionnels de la Diète. Mais celle-ci s'était déclarée prête comme auparavant à un règlement de cette question délicate qui respectât les exigences constitutionnelles.

Quant à la question des droits des sujets russes en Finlande, le Gouvernement finlandais avait voulu, en 1906, la régler par voie législative finlandaise ; mais c'était le ministère Stolypine qui avait fait rejeter, par le souverain, le projet finlandais. La loi, proposée par le Gouvernement russe, adoptée par le Parlement russe, sanctionnée par l'empereur et entrée en vigueur le 14 mai 1912, stipule (article premier) que les sujets russes jouiront en Finlande des mêmes droits que les « citoyens locaux » (1) ; il définit (art. 2 et 3) les condi-

(1) Une seule exception : les *juifs russes* ne bénéficient pas de la loi.

tions dans lesquelles les Russes auront accès aux charges publiques finlandaises ; il stipule, enfin, que les fonctionnaires *finlandais*, qui auront mis obstacle à l'application de la loi, seront jugés par les tribunaux *russes* et punis d'amende, de prison et, éventuellement, de suspension ou révocation.

On a dit à la tribune de la Douma, pour soutenir la loi, que les Russes étaient en Finlande traités comme étrangers. Ceci est inexact. Ils jouissent d'une foule de droits dont sont privés les personnes de nationalité étrangère (droit de se servir de leur langue, d'acheter des immeubles, privilèges douaniers, etc.). Ils ont besoin, pour ouvrir un commerce ou une industrie, d'une autorisation du gouverneur, qui n'est jamais refusée aux Russes munis de papiers réguliers ; mais cette autorisation a pour but de garantir à la commune le paiement des impôts. Les Russes ne peuvent occuper de charges publiques ; mais le droit finlandais diffère tellement du droit russe qu'ils ne pourraient exercer ces fonctions avec compétence. Du reste, les sujets russes peuvent acquérir tous les droits des sujets finlandais en se faisant naturaliser Finlandais avec l'autorisation de l'empereur, souverain commun. Mais, depuis la crise finlandaise (1899), ces autorisations ont toujours été *systématiquement refusées*.

On peut s'étonner, il est vrai, qu'il subsiste deux nationalités bien distinctes. Mais c'est le gouvernement *russe* d'Alexandre I^{er}, Nicolas I^{er} et Alexandre II qui l'a toujours exigé ainsi, pour éviter que les sujets russes, en s'établissant en Finlande, n'échappassent aux charges

pesant sur eux en Russie (en particulier le servage). Parler de l'égalisation des droits avant 1905 n'avait, du reste, aucun sens, puisque les Russes n'avaient pas, en Russie, les droits dont jouissaient en Finlande les Finlandais. Il n'est pas exact non plus de dire que la Russie accorde aux Finlandais l'égalité de droits que la Finlande refuse aux Russes. Les Finlandais ne sont pas l'objet d'un traitement de faveur, mais du même traitement que les étrangers, puisque la Russie, depuis Pierre I^{er}, a admis les étrangers même aux charges publiques, quand elle estimait en tirer profit.

En réalité, la loi nouvelle crée un privilège en faveur des Russes en Finlande. Elle ne stipule même pas que les fonctionnaires russes devront remplir les conditions de compétence que la loi finlandaise exige des Finlandais. La loi finlandaise ne connaît pas de distinction de classes ; la loi russe maintient des privilèges de classes qui restreignent les droits des particuliers. Il s'est trouvé que le paysan Sopetoff, qui, en voulant ouvrir un commerce à Viborg, a déclanché le conflit, présentait, comme l'a remarqué l'avocat russe des magistrats accusés, un certificat de bonnes vie et mœurs qui n'était pas valable selon la loi finlandaise et sur le vu duquel l'autorité eût refusé à un Finlandais le droit d'ouvrir boutique.

Quant au dessaisissement des tribunaux finlandais, cette stipulation n'a pas besoin de commentaires.

La discussion des deux projets de loi a, en outre, apporté une information très importante. M. Kokovtsef, qui, comme simple ministre, avait été opposé à ces

deux projets, dut les soutenir comme président du conseil. Il n'invoqua pas seulement la continuité de la politique russe ; il ajouta que ces lois, de même que celle du 30 juin 1910, étaient l'expression d'une initiative partie du trône. Le tsar, en lui envoyant le lendemain un télégramme de félicitations, confirmait cette déclaration. Pour la première fois, on avait la certitude officielle que c'est l'empereur qui inspire une politique qui tend à ruiner l'autonomie finlandaise. Ainsi s'est trouvée détruite la fiction où s'obstinait le loyalisme finlandais, qui déclarait l'empereur trompé dans sa politique finlandaise par ses conseillers russes, en qui il est naturel qu'il place sa confiance.

Dans ces conditions, on ne peut rien espérer de l'avenir le plus proche, ni en ce qui concerne le Gouvernement russe, ni en ce qui concerne la quatrième Douma. Et à Helsingfors, le gouverneur général, qui fut un collaborateur assidu du général Bobrikoff, complète par sa pratique administrative l'œuvre du Gouvernement russe, plus certain peut-être en haut lieu d'approbation et d'encouragement que ne l'était celui qu'il appelle « son inoubliable maître ».

Jean DECK.

LES TCHÈQUES

En Autriche, 17.000.000 de Slaves se trouvent en présence de 10 millions d'Allemands. Le groupe le plus important des Slaves est représenté par les Tchèques, (environ 7 millions), répartis dans la Bohême, la Moravie et la Silésie.

Les Tchèques, comme tous les Slaves, ont un attachement passionné pour leur langue nationale, et l'on ne saurait s'en étonner. Ils ont derrière eux un passé illustre et une histoire dramatique. Ils ont donné à l'humanité quelques-uns de ses héros les plus purs et de ses maîtres les plus vénérés : Huss, Jérôme de Prague et Comenius. Depuis le commencement du siècle, leurs historiens, leurs philologues, leurs poètes ont été les éducateurs du monde slave et l'Institut de France compte parmi eux des correspondants du plus haut mérite. Il serait odieux et criminel de laisser éteindre ce grand foyer de civilisation et de recherches.

Les droits des Tchèques sont d'ailleurs, comme ceux de tous les peuples de la monarchie autrichienne, nettement garantis par la Constitution. L'article XIX proclame l'égalité de tous les idiomes dans les écoles, l'administration et la vie politique. Dans les pays où se rencontrent

des nationalités différentes, les établissements publics d'éducation doivent être organisés de manière que chaque citoyen, sans être obligé d'apprendre une autre langue, puisse recevoir une instruction complète. Toute nationalité représentée au Reichsrath doit avoir une école primaire entretenue aux frais de l'État, dès qu'il est établi par les autorités locales que quarante enfants, de même nationalité, en âge de fréquenter l'école, demeurent pendant cinq ans consécutifs dans une même commune.

La loi est libérale et intelligente ; elle est claire, elle n'est pas discutable. Mais elle n'est pas appliquée. Les Allemands se sont habitués depuis un siècle à se regarder comme une race supérieure ; ils prétendent élever les Tchèques malgré eux à une culture supérieure ; ils ne reculent devant aucun moyen, ruse ou violence, pour germaniser leurs voisins.

Selon les statistiques établies par les économistes allemands, sur les 221 districts judiciaires de Bohême, 108 sont purement tchèques, 71 allemands, 42 mixtes. Le nombre de ces districts mixtes et la proportion des minorités tchèques tend d'ailleurs à s'accroître par suite des conditions sociales et de l'évolution économique du pays. Les régions méridionales de la Bohême renferment d'immenses domaines, qui ont été souvent constitués à la suite des persécutions qui, au début du xvii^e siècle, ont asservi les habitants du royaume ; le sol y est relativement pauvre. Beaucoup de familles sont donc obligées de chercher ailleurs les moyens d'existence que leurs communes ne leur assurent pas. Les unes émigrent aux États-Unis ; d'autres s'en vont à Vienne où dans la

Bohême septentrionale, attirées par l'industrie qu'y a développée l'existence d'immenses bassins houillers.

Les masses d'ouvriers et d'artisans tchèques fixés dans les régions jadis purement allemandes, dépassent 200.000, si l'on s'en tient aux chiffres les plus modérés. Jadis, la plupart de ces émigrés oubliaient assez vite leur nationalité et se perdaient dans la majorité. Mais ces défections deviennent plus rares, — et plus douloureuses, — à mesure que l'instruction se développe, que le paysan connaît mieux l'histoire de son pays, qu'il a une idée plus précise des liens qui le rattachent à ses ancêtres et de ses droits. L'ouvrier tchèque apporte au capitaliste allemand qui l'emploie, son intelligence et son travail ; il ne croit pas lui devoir encore l'abandon de sa race, il se refuse à l'apostasie. Il prétend que ses enfants soient tchèques comme lui, il ne veut pas les envoyer à une école étrangère, dont ils ne sauraient guère profiter et où le principal souci de l'instituteur serait de leur enseigner le mépris de leur propre race et la haine des Slaves.

Dès lors, il se heurte à des vexations sournoises qui aboutissent souvent à de véritables persécutions. Par tous les moyens, fraude ou violence, les autorités locales des districts où les Allemands sont en majorité, se dérobent aux obligations que la loi leur impose. La statistique des nationalités est établie d'après ce que l'on nomme la « langue usuelle », terme vague qui permet toutes les fraudes. Il suffit que l'ouvrier entende quelques mots d'allemand pour qu'on le classe d'office parmi les Allemands et qu'on refuse d'inscrire ses enfants comme Tchèques. Les journaux cependant dénoncent ces prati-

ques, les ouvriers se défient et se défendent. Ils arrivent vite au chiffre fixé par la loi pour que la commune soit tenue d'ouvrir une école primaire. Mais leurs réclamations légales sont dédaignées. Malheur à ceux qui insistent ! Les propriétaires sont sommés de refuser de les recevoir, les patrons les congédient. Au nom des progrès de la civilisation, sous prétexte de les amener à ce degré supérieur d'humanité que représente le germanisme, on les place entre la misère ou la trahison.

Désespérant d'obtenir de la loi les écoles officielles auxquelles ils ont droit, les Tchèques, pour protéger contre une assimilation frauduleuse les enfants des ouvriers établis dans la Bohême du Nord et du Nord-Ouest, ont fondé en 1880 une ligue scolaire, la Matitsé, qui entretient des écoles sur les points les plus menacés. Les directeurs de la Matitsé font preuve d'une activité merveilleuse et d'une fécondité d'imagination extraordinaire pour trouver des ressources. Il est juste de reconnaître que leurs appels sont toujours entendus. Les sacrifices que s'impose ce peuple qui n'est pas encore très riche, qui hier encore n'était guère composé que de paysans et de petits bourgeois, pour entretenir et développer l'instruction sous toutes ses formes, sont extraordinaires et admirables. En 1911, le budget de la Matitsé atteignait 1.298.897 couronnes, plus de 1.350.000 francs. Quêtes publiques, ventes de charité, concerts, bals, excursions, représentations théâtrales, tous les moyens sont bons pour réveiller et exciter la générosité publique. Il est permis de dire sans aucune exagération que, pour le Tchèque, l'idée de la Matitsé se mêle à tous

les actes de la vie publique et privée. Elle reçoit souvent des legs, quelquefois considérables : les plus importants ont été de 500.000 couronnes. Il ne faut pas moins que l'accord de tous ces dévouements pour lutter contre le Schulverein allemand qui a été fondé à la même époque la Matitsé et qui entretient dans toute l'Autriche 145 écoles avec 10.000 enfants, presque tous (80₀/₀) recrutés parmi les milieux slaves.

Avec le produit de l'impôt que la nation tchèque paye volontairement pour défendre ses fils contre l'oppression étrangère, la Matitsé entretient 151 écoles tchèques avec 287 classes, et un personnel enseignant de 522 personnes. Depuis les trente et un ans qu'elle existe, elle a fondé 80 écoles primaires (56 en Bohême, 14 en Moravie, 10 en Silésie), 69 écoles maternelles (40 en Bohême, 21 en Moravie, 8 en Silésie), et 9 écoles secondaires. Le nombre des enfants inscrits dans ces écoles atteint pour l'année courante (1912-1913), environ 15.000. Depuis sa fondation elle a dépensé plus de 16 millions de couronnes.

Elle se heurte sans cesse, dans son œuvre de civilisation, aux difficultés les plus ridicules et les plus odieuses, et il n'est aucun expédient dont n'essayent d'user contre elle les Allemands qu'elle gêne dans leurs projets de conquêtes morales. Presque toujours, les propriétaires refusent de lui louer les locaux nécessaires. Il faut donc se résigner à construire de toutes pièces un bâtiment neuf. Naturellement, les propriétaires du sol exploitent la situation, exigent des prix ridicules ; les commissions scolaires soulèvent des objections impré-

vues, ajournent leurs réponses. Si l'école est enfin ouverte, les Allemands s'efforcent d'empêcher les enfants de s'y rendre, congédient les domestiques et les employés qui y envoient leurs fils, boycottent les boutiquiers, et soulèvent des difficultés de toutes sortes.

L'histoire des écoles Komensky à Vienne est assez typique.

Il y a à Vienne un très grand nombre de Tchèques. La statistique officielle en reconnaît 98.000. Il est probable que ce chiffre doit être au moins quadruplé. Mais acceptons le chiffre officiel. Il y a à Vienne 98.000 Tchèques, de vrais Tchèques, puisque, en dépit de toute la pression administrative, ils ont revendiqué nettement leur nationalité. Ils sont en somme chez eux, aussi bien que les Allemands : ils paient les impôts, ils font leur service militaire, ils contribuent à la prospérité du pays. Ils ne demandent qu'une chose, c'est à ne pas renier leur race et à ne pas oublier leur langue. J'admettrais volontiers, si vous le voulez, que ce sont des esprits étroits et des intelligences bornées, puisqu'ils ne comprennent pas l'honneur insigne qu'on leur fait en les invitant à s'abreuver à la grande source de la science germanique ! Mais enfin, après tout, la constitution leur reconnaît le droit de se priver du bonheur qu'on leur offre. Ils ne sont pas assez naïfs cependant pour supposer que l'Etat leur donnera les écoles auxquelles ils ont pourtant des titres formels. Ils se sont donc groupés et ont fondé une union scolaire qui porte le nom de Comenius, un des plus nobles esprits, un des plus grands penseurs, un des plus admirables pédagogues qu'ait produits l'Europe. Cette union

Komensky compte actuellement 7.500 membres. Son budget actuel s'élève à 700.000 couronnes et elle a fondé à Vienne, dans les quartiers où sont groupés les Tchèques, quatre écoles primaires (1.328 élèves), une école primaire supérieure (70 élèves), trois écoles maternelles (230 enfants) et quatre cours de langue tchèque avec 290 élèves inscrits. Elle entretient de plus dix écoles tchèques (971 élèves) dans la commune de Cehemenau (en tchèque Postorna), aux confins de la Basse-Autriche et de la Moravie.

Depuis sa création, l'Union Komensky est en butte aux chicanes les plus abusives. L'école du 10^e arrondissement de Vienne date de 1882 : elle a donc trente ans d'existence; elle donne des résultats excellents que les Allemands eux-mêmes ne songent pas à contester. L'administration officielle n'en pensait pas moins à lui refuser les droits qu'elle reconnaît sans difficultés aux établissements similaires allemands au bout d'un an d'existence. Comme le certificat d'études n'est délivré aux enfants qu'après un examen officiel, il faut que les parents envoient leurs enfants terminer leurs classes dans une école tchèque de Moravie.

Sous les prétextes les plus frivoles, on ferme pour plusieurs mois, quelquefois pour des années entières, les salles installées par l'Association. On espère ainsi décourager les parents, les décider à envoyer les enfants dans une école allemande; une fois qu'ils y seront entrés, on saura bien les y retenir.

Les persécutions deviennent particulièrement actives en période électorale. Chaque parti s'efforce de se pré-

senter comme spécialement appelé à garantir la pureté germanique de la ville de Vienne. Il a été, paraît-il, décidé par un décret nominatif de la Providence que Vienne devait être éternellement la capitale exclusivement allemande d'un empire qui est, par la force des choses, un empire mixte. Il faut donc la protéger contre l'invasion des Barbares. On se bat donc sur le dos des Tchèques. Les plus ardents sont naturellement les socialistes chrétiens, d'abord parce que personne n'ignore qu'ils sont en relations directes avec les leurs ; ensuite parce que leurs agissements financiers les ont fort compromis et qu'ils ont besoin de regagner par des moyens de basse démagogie les masses qui s'éloignent d'eux.

C'est ainsi que l'année dernière, au moment des élections pour le Reichsrath, le maire, M. Neumayer, qui se pique cependant de sentiments généreux et qui est certainement un homme distingué, — mais à quelles lamentables extrémités n'aboutissent pas la fièvre électorale et le fanatisme nationaliste, — pour prouver que son clan n'est pas moins soucieux que les pangermanistes du bon renom de la cité viennoise, ordonne, sans autre forme de procès, la fermeture de trois écoles tchèques. — De raison ? — Aucune. — La preuve, c'est que les élections passées, on leur rendit l'autorisation : mais pendant plusieurs mois, les élèves avaient été privés de leçons, laissés à l'abandon. Ils avaient perdu une année ! Mais aussi pourquoi les Tchèques ne les envoient-ils pas simplement dans les écoles allemandes ?

Ces derniers jours, le 10 octobre 1912, une nouvelle

décision de la municipalité de Vienne ordonne la fermeture de l'école du 3^e arrondissement. La commission scolaire s'est aperçue tout d'un coup que les couloirs n'avaient qu'un mètre quatre-vingt-quinze de large au lieu de deux mètres que la loi exige. Il est bon que la loi soit respectée, et M. le maire Neumayer a raison de se montrer rigoureux à cet égard. Espérons qu'après avoir exigé des autres ce respect de la loi, il finira par la respecter lui-même. Les Tchèques ne demandent pas autre chose.

Le moment serait venu, en effet, de reconnaître de part et d'autre que l'heure des conquêtes violentes est passée. Il y a eu peut-être un moment où il n'eût pas été impossible de faire vraiment de l'Autriche une monarchie exclusivement allemande. Aujourd'hui, il est trop tard. Toutes les mesures d'oppression ne peuvent que rendre les passions plus violentes et affaiblir l'Empire. L'égalité de tous les peuples, un droit semblable pour tous, un respect réciproque des volontés et des âmes, c'est la seule solution conforme au droit et, par là même, la seule garantie possible d'un avenir de paix et de prospérité pour l'Autriche.

HANTICH.

Comment se pose

la Question de Perse

La Perse se trouve à l'heure actuelle très directement menacée dans son indépendance. La menace a commencé à se manifester lorsque les premiers efforts de régénération furent tentés. Efforts douloureux, certes, maladroits souvent, dispersés et contradictoires toujours. Mais le rôle de l'Europe ne devrait-il pas être de les seconder? Au contraire, chaque fois qu'un État tente de se transformer, quelque puissance saisit l'occasion d'affaiblir, en attendant de la détruire, l'individualité nationale en travail.

A la suite de divers mouvements, le chah Mouzaffer Eddin, sur le point de mourir, accorda une constitution à son peuple le 1^{er} janvier 1907. Huit jours plus tard, il mourait, et Mohammed Ali lui succédait sur le trône.

Dans le courant de la même année, se produisait un acte diplomatique capital, qui domine toute l'histoire de Perse depuis ce temps-là et qui, malheureusement, a fourni à la Russie une arme puissante pour préparer la désagrégation de l'unité persane. Le 31 août 1907, l'Angleterre et la Russie signaient un accord général destiné à régler tous leurs différends en Asie. Nous n'avons ici à envisager que les stipulations relatives à la Perse.

Comme toujours dans les actes qui préparent un partage, les deux puissances commencent par s'engager à respecter l'intégrité et l'indépendance du pays visé. Il faut toujours se méfier quand cette formule de style est placée en tête d'un instrument diplomatique. Les articles suivants découpent la Perse en trois zones. Toute la région qui se trouve au nord d'une ligne passant par les villes de Chirin, Yspahan, Yedzd, Khakhi est réservée à l'influence russe, et la Grande-Bretagne s'engage à n'y rechercher aucune concession politique ou économique. La Russie prend le même engagement pour le territoire qui s'étend au sud d'une ligne allant de Bender-Abbas (sur le golfe Persique) à la frontière afghane par Kerman, Birjand et Gazik : c'est la chasse gardée britannique. Entre deux, est placée une sorte de zone neutre. Il saute aux yeux que ce découpage menace directement l'indépendance et l'intégrité de la Perse. On ne se partage pas ainsi un pays quand on a le ferme dessein d'en maintenir l'indépendance.

Tout ce qui s'est passé depuis lors résulte logiquement de cette opération. Il ne saurait être question de raconter en détail les vicissitudes de l'histoire de Perse. Un rapide résumé suffira. Dès le mois de décembre 1907, le chah, certainement encouragé par la Russie, fit une première tentative de coup d'État contre le Parlement. Il ne réussit pas, et dut signer un accord avec l'assemblée. Mais, à la suite de toute une série de crises partielles, le souverain reprit ses projets. Le 23 juin 1908, sur le refus opposé par les députés à son ordre de se disperser, il fit canonner le Parlement, livra la ville au pillage, tout en promettant de maintenir la Constitution et de faire procéder à de nouvelles élections.

Ce coup d'État provoqua une révolution à Tauris, capitale de l'Azerbeïdjan, province du nord-ouest, qui est limitrophe des territoires russes. Les révolutionnaires se déclaraient en

même temps adversaires de l'infiltration russe. Pendant plusieurs mois, Tauris résista aux troupes du chah.

Celui-ci, en novembre et décembre 1908, abolit partiellement la Constitution. Dans plusieurs provinces, des révoltes se produisirent. Dans la région d'Ispahan, notamment, la puissante tribu des Baktiaris appuya la résistance. La Russie profita de ces événements pour occuper militairement Tauris en avril 1909. Malgré les protestations des députés persans (une demande d'intervention à Saint-Petersbourg et à Londres fut notamment adressée au Parlement français), les Russes s'établirent à demeure. Leurs troupes sont toujours dans l'Azerbeïdjan.

Quoique le chah, devant la gravité de la situation, eût promis de rétablir la Constitution — on n'avait plus foi en sa parole — les Baktiaris, maîtres déjà d'Ispahan, marchèrent sur Téhéran. Le 16 juillet 1909, le chah se réfugia à la légation russe. Le même jour, une assemblée de notables et d'anciens membres du Parlement le déposait et proclamait à sa place son fils, Ahmed Mirza, âgé de onze ans ; le chef de la tribu des Kaidjars, Azed el Moulk, était désigné comme régent. Des élections eurent lieu, et l'ancien chah, auquel le paiement d'une pension était garanti, se retira en Russie.

En 1909, l'occupation russe s'est étendue. La Russie, prétextant l'état de trouble, a envoyé des troupes à Téhéran, à Ardébil et à Kazvine. Elle tient ainsi les routes qui, de l'Azerbeïdjan, d'une part, du Ghilar et de la Caspienne, d'autre part, conduisent à la capitale. En 1910, un nouveau régent, d'idées libérales, fut nommé.

En 1911, l'ancien chah, Mohammed Ali, soutenu en secret par la Russie, fit une expédition en Perse et tenta de reprendre le pouvoir. Mais il fut totalement défait. Au cours de cette même année, le gouvernement britannique, dans l'intention sans doute de contrebalancer l'influence russe,

annonça à la Perse sa décision d'organiser dans la zone sud une police anglo-indienne. La Perse protesta. En définitive, l'Angleterre renonça à son projet.

Pour réorganiser ses finances, la Perse fit appel à un financier américain, M. Shuster. La Russie, qui tient à garder la main sur tous les rouages de l'administration, s'acharna contre M. Shuster et finit par obtenir son renvoi. Le but de cette manœuvre est clair : il ne faut pas que la Perse se réorganise, il ne faut pas qu'avec l'aide de conseillers habiles, elle établisse ses finances sur des bases solides. Pour que la Russie puisse un jour ou l'autre s'établir définitivement en Perse sur les ruines du gouvernement constitutionnel, il est nécessaire que l'anarchie et le désordre y soient soigneusement entretenus.

Depuis lors, la Russie a saisi toutes les occasions et tous les prétextes pour harceler le gouvernement persan. Elle voudrait que l'Angleterre consentît à lui laisser occuper toute la zone d'influence nord et même acceptât de procéder à un partage de la zone intermédiaire neutre. Le but principal du voyage que M. Sazonof, ministre russe des affaires étrangères, a effectué récemment en Angleterre, était d'obtenir l'agrément du cabinet de Londres à ces projets.

Il est possible que sir Edward Grey, de guerre lasse, pour conserver l'appui diplomatique de la Russie, eût cédé sur certains points. Mais il y a en Angleterre toute une partie de l'opinion publique qui n'admet pas le partage de la Perse et la destruction de son indépendance. L'opposition à la politique russe trouve son appui dans l'aile gauche de la majorité libérale et aussi dans une section du parti conservateur. La résistance des *tories*, dirigée par lord Curzon, ancien vice-roi des Indes, n'est pas inspirée par des raisons de droit. Elle est basée sur la crainte que toute extension de la puissance russe dans ces régions pourrait devenir un

danger pour l'Inde britannique. Elle n'en est pas moins, dans une certaine mesure, efficace.

Cette opposition libérale et conservatrice n'aurait peut-être pas suffi à empêcher un partage effectif de la Perse. Mais les événements des Balkans, éclatant pendant le séjour de M. Sazonof en Angleterre, ont forcé les ministres à s'occuper de questions plus brûlantes. Ils se sont donc bornés, pour la Perse, à bâcler une entente provisoire qui, selon la vieille formule, annonce qu'on cherchera à défendre les intérêts russes dans le nord de la Perse et les intérêts anglais dans le sud, « sans violer l'intégrité de la Perse et sans la priver de la mesure d'indépendance qu'elle possède encore ».

Les circonstances n'ont donc pas permis à M. Sazonof d'obtenir du coup tout ce qu'il désirait. Mais il n'est pas douteux que la Russie se prépare à poursuivre son œuvre de désagrégation, prélude d'une occupation générale. Il est déjà question d'organiser des corps de gendarmerie russe dans tout le nord de la Perse. Et le gouvernement russe renforce et généralise son occupation militaire dans l'Azerbeïdjan (1).

Tel est, très brièvement exposé, l'état actuel de la question persane. Celle-ci ne saurait être assimilée à une question coloniale, dans le sens ordinaire qu'on donne à cette expression. Il s'agit d'une vieille nation qui a des droits historiques solidement constitués et qui cherche à se réorganiser sur le modèle européen. Une pareille transformation ne s'opère pas sans crises et sans heurts. Au lieu de l'aider dans cette entreprise, la Russie appuie les éléments les plus barbares afin de pouvoir justifier son intervention armée

(1) *Temps*, 25 octobre 1912 : 8 nouveaux bataillons russes ont été envoyés en Perse.

par l'anarchie grandissante. Et l'Angleterre, pour des raisons dites de haute politique, coopère passivement à cette œuvre de destruction. C'est une vieille histoire qui a eu bien des précédents. La Perse est peut-être menacée de devenir, *mutatis mutandis*, une sorte de Pologne asiatique (1).

(1) On trouvera un bon résumé de l'histoire politique de la Perse et un remarquable exposé des conditions géographiques et ethniques du pays dans l'ouvrage suivant : V. Bérard, *Les Révolutions de la Perse*, Paris, Collin, in-18, 1910.

L'ouvrage essentiel sur la révolution persanne est : E.-G. Browne, *The persian Revolution of 1905-09*, Cambridge University Press 1910.

L'Oppression Économique

En Alsace : *L'Affaire de Graffenstaden*

On sait que, depuis l'incorporation de l'Alsace-Lorraine à l'Empire d'Allemagne, c'est-à-dire depuis plus de quarante ans, l'effort de l'Allemagne tend à s'assimiler le « pays d'Empire », à le germaniser le plus complètement possible, à le tenir dans une étroite sujétion. L'effort de l'Alsace tend, au contraire, à affirmer sa personnalité, à conserver ce qu'elle considère comme son patrimoine propre tant moral qu'intellectuel, — y compris tout ce dont elle est redevable à la France, — à revendiquer son droit d'être, et de se gouverner elle-même. De là, une lutte obstinée, tantôt sourde, tantôt ouverte, dans tous les domaines de la vie publique et même à propos d'objets où il semble que les questions politiques et nationales n'aient rien à voir.

D'autre part, l'Alsace dépend aujourd'hui de l'Allemagne, non seulement politiquement, mais aussi par sa situation économique. Après la crise terrible provoquée par l'annexion qui lui ferma son débouché habituel, la France ; après la période de marasme qui s'ensuivit, l'industrie alsacienne s'est peu à peu relevée. Elle s'est créé des débouchés nouveaux qu'elle a trouvés — en partie — en Allemagne. Forcément, elle est en concurrence avec les industries allemandes

similaires. Cette concurrence n'aurait par elle-même rien qui diffère sensiblement de ce qui se passe dans tous les pays industriels du monde, sans les facteurs politiques qui compliquent et compromettent la situation de l'industrie alsacienne.

En effet, le parti pangermaniste qui a, depuis quelques années, pris assez d'influence sur l'opinion en Allemagne pour que les gouvernements croient devoir compter avec lui, est animé d'une hostilité de plus en plus violente contre l'Alsace. Ses organes sont à l'affût des moindres gestes qui peuvent servir de prétextes à des attaques et à des dénonciations. Parmi eux, la *Gazette du Rhin et de Westphalie* se distingue à la fois par sa brutalité et son habileté à travestir les faits pour les présenter sous le jour le plus favorable à ses desseins. Cette feuille, qui paraît à Essen, sur la Ruhr, trouve matière à dénonciations non seulement dans les actes les plus inoffensifs des Alsaciens, mais dans les sentiments qu'elle leur suppose. Elle pousse le zèle patriotique jusqu'à gourmander et rappeler à son devoir le Gouvernement d'Alsace-Lorraine qui ne réprime pas d'une poigne assez vigoureuse, à son gré, la résistance à la germanisation et les « agissements francophiles ». Ses attaques impudentes et grossières lui ont valu déjà plusieurs procès, et elle vient encore récemment (octobre 1912) d'être condamnée à deux cents marcs d'amende pour diffamation du comte de Wedel, statthalte d'Alsace-Lorraine.

Ce journal dont la mauvaise foi est évidente, n'en a pas moins une grande influence dans certains milieux en Allemagne, et a pu se vanter, avec raison, d'avoir été l'instigateur de l'affaire de *Graffenstaden*. Il sert à la fois les intérêts du parti pangermaniste et ceux de la grande industrie métallurgique en Prusse rhénane et en Westphalie, et l'affaire de *Graffenstaden* est un épisode, le plus marquant et le plus

typique jusqu'à présent, de la campagne menée contre l'industrie alsacienne, par l'industrie allemande rivale, sous le couvert et avec l'appui du pangermanisme.

L'usine de Graffenstaden, près de Strasbourg, dont l'origine remonte au commencement du ^{xix}^e siècle, est devenue en 1892, une succursale de la *Société alsacienne de constructions mécaniques*, dont le siège est à Mulhouse. Depuis des années, elle recevait des commandes considérables pour les chemins de fer de Prusse et de l'Empire. Au mois d'avril dernier, on lui retira brusquement des commandes de locomotives dont la valeur se montait à plusieurs millions de marcs. C'était, à bref délai, la ruine de l'usine, deux mille ouvriers et employés mis sur le pavé.

Le 29 avril, M. Blumenthal, maire de Colmar et membre de la Première Chambre, fit à cette Assemblée une communication sur ce retrait de commandes et les circonstances dans lesquelles il s'était produit. On apprit qu'une dénonciation de la *Gazette du Rhin et de Westphalie* en était le point de départ. Ce journal avait publié un article qui accusait M. Heyler, l'un des directeurs de l'usine, d'avoir exprimé en diverses occasions des sentiments anti-allemands et d'encourager des manifestations anti-allemandes parmi le personnel qui se trouvait sous ses ordres. Cette accusation, répétée dans la séance du 20 avril à la tribune de la Chambre des députés prussienne, avait eu pour conséquence une enquête demandée par le Ministre des chemins de fer et faite par le Gouvernement d'Alsace-Lorraine. Ni le directeur de Graffenstaden ni les chefs de la maison n'avaient été prévenus de l'accusation, ni, par conséquent, mis en mesure de se justifier. Le Gouvernement de Strasbourg s'était contenté d'obtempérer aux désirs de Berlin, et à la suite du rapport qu'il fit tenir au Ministère prussien, la *Société alsacienne de constructions mécaniques* fut mise en demeure de

renvoyer M. Heyler et de donner des « garanties de loyauté » à la cause allemande, sous peine de se voir retirer les commandes des chemins de fer prussiens et des chemins de fer de l'Empire. La Société refusa de se soumettre à cet ultimatum et fit porter sa cause à la tribune du Parlement d'Alsace-Lorraine. Après avoir été débattue une première fois à la Première Chambre, l'affaire fit l'objet de trois interpellations à la Deuxième Chambre, au cours de la séance très longue et très orageuse du 7 mai. Les réponses du Gouvernement, au lieu d'apporter les preuves de la culpabilité de M. Heyler, mirent à nu l'inanité des accusations formulées contre lui. Les soi-disant menées anti-germaniques se réduisirent à des racontars de quelques personnes mal disposées pour le directeur de l'usine, à des faits si mal établis et si insignifiants que le Secrétaire d'État d'Alsace-Lorraine, M. Zorn de Bulach, ne put s'empêcher de les qualifier « d'enfantillages ». M. Heyler était accusé, par exemple, d'avoir écarté systématiquement de l'usine de Graffenstaden les ouvriers et les employés immigrés, puis d'avoir, au cours d'une représentation organisée par une Société de musique, fait jouer la Marseillaise. On lui reprochait aussi d'avoir empêché un inspecteur primaire et des officiers de visiter l'usine, etc. Aucun des faits mis à sa charge ne put être prouvé, le Gouvernement déclara ne pas pouvoir nommer les personnes qui avaient formulé les accusations, et celles-ci furent démenties par des protestations spontanées — et signées — que firent paraître, dans les journaux du pays, des ouvriers et des employés de l'usine, parmi lesquels se trouvaient des immigrés qui certifièrent que jamais la direction n'avait usé de mauvais procédés à leur égard. A l'argumentation embarrassée et aux affirmations sans preuves du Gouvernement, il fut facile d'opposer ce dilemme : ou M. Heyler est coupable d'actes que la loi punit et, dans ce cas, il doit être poursuivi

par la voie légale ; ou il n'a point commis d'actes illégaux et, dans ce cas, de quel droit le poursuit-on ?

Ce qui ressortit le plus clairement des débats de la Chambre alsacienne-lorraine, ainsi que de ce qui avait été dit à la Chambre prussienne, ce fut que le mobile de la dénonciation n'était pas uniquement le zèle de la cause allemande en Alsace, mais aussi — et peut-être surtout — la défense des intérêts de l'industrie métallurgique rhénouest-phalienne gênée par la concurrence alsacienne : ruiner celle-ci, remplacer, si possible, une entreprise alsacienne par une entreprise allemande, c'eût été une œuvre aussi patriotique que profitable. Il fut démontré aussi que l'enquête menée par le Gouvernement d'Alsace-Lorraine n'avait été ni impartiale ni suffisante ; et que ce Gouvernement, en obéissant aux injonctions de la *Gazette du Rhin et de Westphalie* et à celles du Ministère prussien, s'était fait l'instrument d'une manœuvre de concurrence déloyale, contre ses propres administrés. Son excès de docilité lui valut une sévère motion de blâme votée à l'unanimité par toute la Deuxième Chambre. Tous les partis, si profondément divisés sur tant de questions, s'étaient trouvés d'accord quand ils avaient senti le pays blessé dans sa dignité et dans ses intérêts par ceux-là même dont le premier devoir eût été de prendre en main sa défense, de procéder à une enquête ouverte et loyale, de repousser énergiquement le système d'espionnage et de dénonciation pratiqué vis-à-vis de l'Alsace par la presse pangermaniste, de ne pas tolérer l'intervention de motifs politiques dans une simple question d'affaires.

Le Gouvernement ne s'émut pas du blâme de la Chambre, bien que ce blâme fût l'expression des sentiments du pays tout entier, indigné de l'attitude de ses gouvernants.

La *Société alsacienne de constructions mécaniques* avait donc

eu gain de cause au Parlement et devant le pays. Mais le Ministère prussien n'en persista pas moins à poser à la Société l'alternative de remercier M. Heyler ou de renoncer à la clientèle des chemins de fer prussiens et impériaux. M. Heyler offrit sa démission et le Conseil de surveillance de la Société l'accepta. Sans doute le Conseil se crut obligé à ce sacrifice pour ne pas compromettre la prospérité de l'usine et l'existence du nombreux personnel qui en vit. Cependant, la décision du Conseil fut loin d'être généralement approuvée. On se demanda si une résistance plus opiniâtre n'aurait pas eu raison de l'intransigeance du Ministère, et si le fait d'avoir cédé à la force en cette occasion ne créait pas un précédent désastreux ? On considéra en outre que le Conseil, formé en grande majorité de citoyens français ou suisses (les uns nés hors d'Alsace, les autres ayant renoncé à la nationalité alsacienne), n'avait pas eu, pour résister jusqu'au bout aux humiliantes conditions qu'on lui posait, les mêmes raisons *morales* que s'il avait été composé d'Alsaciens ressentant comme une injure toute atteinte à la dignité de leur pays.

L'affaire de Graffenstaden a produit en Alsace une émotion violente et profonde, et le pays ne l'oubliera pas de sitôt. La protestation a été vigoureuse, ardemment indignée et unanime. En face de l'insolence de l'attaque et de l'attitude injustifiable du Gouvernement, il s'est produit, dans la population, un grand mouvement spontané de solidarité, sans distinction de classes ni de partis : le *peuple alsacien* a affirmé sa volonté de défendre ses droits.

La nécessité de s'unir pour la défense commune s'est imposée, d'autant plus urgente qu'on s'est rendu compte du danger de l'odieuse campagne menée contre l'Alsace par le pangermanisme, et que beaucoup d'Alsaciens avaient, jusque-là, traitée par le dédain.

Le rôle joué, en cette occasion, par le Gouvernement de

Strasbourg, — rôle qui n'a pas rehaussé son prestige ni rendu plus confiants les rapports entre gouvernants et gouvernés, — a fait toucher du doigt le vice de la Constitution octroyée à l'Alsace-Lorraine sans sa participation et qui l'a dotée d'un Gouvernement responsable, non devant le pays, mais uniquement devant le pouvoir supérieur de Berlin, des intérêts commis à sa garde.

On a vu jusqu'à quels procédés est capable de s'abaisser ce Gouvernement sans autonomie, soucieux avant tout de plaire aux maîtres dont il dépend, et pour cela de hâter par n'importe quel moyen, la germanisation du pays. Plus clairement que jamais, il a été prouvé aux Alsaciens qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Engagements et Constitutions violés

A : *EN FINLANDE*

L'Application de la loi dite « d'égalité » (1)

L'Affaire des magistrats de Viborg

La loi russe dite « d'égalité » devait entrer en application au mois d'août dernier et les cas de conflits se présentèrent d'autant plus rapidement que le Gouvernement se chargea lui-même de les provoquer. Il le fit, à vrai dire, dans un domaine restreint, disproportionné à la gravité des conséquences ; mais il voulait seulement, pour le moment, se rendre compte si les autorités finlandaises résisteraient vraiment.

Avec un ensemble parfait et sans précédent, des Tatars et autres sujets russes manifestèrent l'intention d'établir, dans diverses villes de Finlande, un commerce qui, d'ailleurs, paraissait souvent devoir être une pure fiction. Au lieu de demander l'autorisation du gouverneur de province, ils se

(1) Voir plus haut l'article de Jean Deck.

contentèrent de déposer un avis à la mairie du ressort, comme s'ils eussent été des citoyens finlandais; or, il se trouve que, dans plusieurs cas, le Gouvernement demanda des nouvelles de ces dépôts d'avis avant même qu'ils n'aient été faits, par un excès de zèle qui confirme la provocation.

Dans la plupart des villes, les magistrats municipaux fidèles à la Constitution, qui ne reconnaît d'autres lois que celles votées par la Diète, se refusèrent à tenir compte de ces avis; le gouverneur général Seyn s'adressa alors au tribunal de Saint-Petersbourg, chargé des procès pour résistance à la nouvelle loi, et comme c'était la municipalité de Viborg qui avait donné l'exemple aux autres, c'est elle qui fut frappée d'abord.

Le substitut du procureur de Saint-Petersbourg, M. Pépof, et le juge d'instruction Sereda se rendirent, le 28 août, à Viborg pour faire une enquête. Ils se firent amener devant eux, par la police, d'abord le bourgmestre, M. Tagerström, et le premier assesseur, M. Palmroth, puis, quelques jours après, l'assesseur suppléant, M. Lagercrantz. Ceux-ci refusèrent d'ailleurs de répondre à tout interrogatoire, si ce n'est pour affirmer leur droit de ne rendre compte de leurs actes que devant un tribunal légal finlandais. Les juges russes leur notifièrent alors leur arrestation, les laissant toutefois en liberté provisoire sous caution. Mais M. Lagercrantz ayant déclaré que le droit finlandais ne connaissait aucun système de caution et qu'il se refusait à en déposer fut aussitôt conduit dans la prison du district.

La cour d'appel de Viborg, saisie d'urgence de cette affaire, ordonna au préfet de mettre en liberté le prisonnier; mais le gouverneur général intervint pour donner l'ordre contraire. La Cour adressa une plainte au Sénat, mais, contrairement à toute règle et au bon sens, l'affaire fut

traitée non pas par les membres du Département de la Justice (Cour suprême), mais par ceux du Département administratif, tous agents éprouvés du Gouvernement russe; la plainte fut donc rejetée.

Entre temps, le 29 septembre, M. Lagercrantz, bien que malade, fut transféré dans une des prisons de Saint-Petersbourg. C'était la première fois, depuis le début de la nouvelle crise, qu'un prisonnier traversait la frontière, et c'était la première fois, dans l'histoire, qu'un magistrat finlandais était traduit devant un tribunal russe; aussi l'émotion était-elle à son comble à Viborg. Des milliers de personnes se rassemblèrent à la gare pour saluer celui en qui s'incarnait la fidélité d'un peuple pour sa constitution. Comme toujours, en Finlande, la foule était recueillie et silencieuse; mais, au départ du train, le sentiment populaire s'exprima tout à coup avec puissance par le chant spontané du cantique de Luther : « C'est un rempart que notre Dieu » qui, en d'autres temps, a magnifié la résistance de la conscience à l'oppression de la force !

Le 5 octobre, le bourgmestre et le premier assesseur furent emmenés par la police, sans le moindre ménagement, à Saint-Petersbourg, pour un nouvel interrogatoire, et ce fut encore l'occasion de grandioses manifestations de patriotisme. Enfin, le jugement eut lieu le 24 octobre et les trois accusés furent condamnés à six mois de prison, après que le procureur eut demandé le maximum de la peine, soit seize mois. Ce qui fait la gravité de cette peine, c'est qu'elle sera subie à Saint-Petersbourg, à l'encontre de toutes les prérogatives des citoyens finlandais et on sait, d'autre part, que quand un détenu politique sort d'une prison russe, ce n'est bien souvent que pour aller en Sibérie, selon le bon plaisir du Gouvernement.

Jean-Jacques CASPAR.

B : *A SAMOS*

L'île de Samos est depuis 1832 constituée en principauté autonome, simplement tributaire de la Turquie, à laquelle elle doit verser annuellement une somme de 200.000 piastres (le tribut était primitivement fixé à 400.000 piastres). L'Almanach de Gotha, qui fait autorité en matière diplomatique, la range, entre la Crète et l'Égypte, au nombre des États sur lesquels la Porte n'exerce qu'une suzeraineté. Sur une superficie de 468 kilomètres carrés vit une population de 55.000 habitants, qui sont à peu près tous Grecs de race et de langue et orthodoxe de religion. On n'y trouve plus qu'une infime poignée de musulmans : 36 en 1909, d'après M. Victor Bérard (1).

Son autonomie, prévue par le traité d'Andrinople (14 septembre 1829), a été établie par un acte du 10 décembre 1832, qui a été communiqué à la France, à la Grande-Bretagne et à la Russie et qui a été garanti par ces puissances (protocole de Londres). Cette autonomie est très large et ne laisse subsister entre Samos et la Turquie que le lien constitué par un tribut et par le droit pour la Porte de nommer le prince. gouverneur, qui doit toujours être chrétien orthodoxe. Le pouvoir législatif est confié à une Chambre élue au suffrage universel et le pouvoir exécutif à un gouvernement, dit Sénat, composé de quatre membres et nommé par la Chambre.

L'article 5 du firman de 1832, garanti par les puissances, stipule qu'aucune troupe ottomane ne doit être stationnée dans l'île de Samos. Voici le texte exact de cet article (2) :

(1) *Revue de Paris*, 1^{er} juillet 1909, p. 213.

(2) On trouvera le texte complet de l'acte d'autonomie dans Scho-

« 5. — Il n'y aura absolument pas de troupes dans l'île de Samos. Les Samiens payeront directement à la Porte, en tout et pour tout, un kharadj [tribut] annuel de 400.000 piastres ».

La Turquie a violé à diverses reprises le texte si clair et si catégorique de cet article. Elle prétend trouver un droit d'intervention militaire dans le préambule de la charte de Samos, qui dit que les concessions sont faites aux Samiens « à condition qu'ils soient dorénavant sujets fidèles de l'Empire ottoman ». (1) Du texte même de la charte, il résulte cependant qu'une intervention militaire de la Porte ne pourrait se justifier légalement qu'au cas où les Samiens cesseraient de payer le tribut et se soulèveraient contre la suzeraineté ottomane. Le gouvernement turc n'a aucun droit d'intervention dans les affaires de l'île. Mais chaque fois que des difficultés se produisent entre le prince et ses sujets, il en profite pour ne plus tenir compte de l'article 5. Les habitants n'ont jamais cessé de protester contre l'envoi illégal de troupes ottomanes.

En 1907, la Turquie désigna comme gouverneur le prince Kopassis. Celui-ci, très mal vu par la population, l'exaspéra par diverses mesures. Une résistance armée se produisit. Kopassis supprima le drapeau de la principauté et fit appel aux troupes turques. Il a été assassiné, il y a quelques mois, et fut remplacé par Vegleris-bey. Une amnistie générale fut

POFF, *Les réformes et la protection des chrétiens en Turquie* (Paris, Plon, 1904, gr. in-8°), pp. 579-80. Le livre de M. Schopoff est uniquement un recueil de textes administratifs, politiques ou diplomatiques.

(1) Voir dans le *Times* du 2 octobre 1912 une correspondance de Constantinople, datée du 27 septembre, qui expose très nettement le point de vue turc.

accordée aux Samiens, à la demande de l'Assemblée ; mais un des hommes les plus marquants, M. Sophoulis, en a été exclu.

Au cours de la guerre italo-turque, le gouvernement ottoman a rappelé une partie de la garnison turque qui stationnait dans l'île depuis 1907 et qui ne fut plus composée que de 400 hommes. Mais les Samiens continuèrent à protester contre la violation permanente de leur charte. L'agitation reprit. Des meetings furent tenus. La France et l'Angleterre crurent devoir envoyer chacune un croiseur à la fin du mois d'août.

Le 21 septembre dernier, 300 Crétois environ, dont M. Sophoulis prit le commandement, réussirent à débarquer à Samos. Les Turcs se retirèrent à Vathy, la capitale, où ils reçurent des renforts venus d'Asie-Mineure. Les croiseurs français et anglais débarquèrent quelques matelots pour protéger éventuellement les Européens.

Les membres du conseil de la principauté adressèrent, le 25 septembre, à chacun des ambassadeurs des puissances protectrices (France, Grande-Bretagne, Russie) la dépêche suivante :

« Le peuple de Samos, luttant en faveur de sa juste cause pour recouvrer les privilèges garantis par la générosité de votre noble nation, fait appel de nouveau à la bienveillance de Votre Excellence, la priant de soutenir ses justes revendications. Samos est confiante dans la puissante et haute protection de votre glorieuse nation ».

Les puissances n'intervinrent pas. Elles ne sont jamais intervenues pour imposer le respect de la charte solennellement garantie par elles. Mais les événements agirent à leur place.

Le 5 octobre, la Turquie retira ses troupes et notifia ce

retrait aux puissances protectrices. Elle expliqua cette mesure en disant que l'envoi de ses troupes avait eu pour but d'assurer le maintien de l'ordre dans l'île et que, la tranquillité étant garantie par les navires de guerre européens, leur présence était désormais inutile. En réalité, ce retrait a été déterminé tant par la résistance couronnée de succès des Samiens que par les événements des Balkans.

Pour la première fois depuis quatre ans, l'article 5 de la charte se trouve de nouveau respecté. Les puissances protectrices, garantes de la charte de 1832, ne sont pour rien dans ce résultat. S'il n'avait dépendu que d'elles, l'article 5 continuerait à être violé sous la protection de leurs croiseurs.

Le prince de Samos a demandé à la Porte l'autorisation de quitter l'île à son tour. Cette autorisation lui a été accordée.

Les consuls généraux de France, d'Angleterre et de Russie à Smyrne se sont rendus à Samos pour y étudier la situation et pour rédiger une nouvelle charte de l'île. Peut-être eût-il été plus sage de faire d'abord respecter la vieille charte.

Avant de quitter Samos, les consuls ont convoqué une assemblée générale qui fut présidée par M. Sophoulis. Ils déclarèrent à l'assemblée que, dans leur rapport aux ambassadeurs des trois puissances à Constantinople, ils concluraient à la légitimité de la plupart des revendications présentées par les Samiens. Ils recommandèrent aux habitants de donner aux ambassadeurs le temps d'étudier et de chercher une solution de la crise orientale actuelle. M. Sophoulis remercia les consuls au nom de l'assemblée.

Le mémoire des Samiens formulait les desiderata suivants : nomination d'un prince grec orthodoxe n'ayant jamais été fonctionnaire, député ou sénateur ottoman ; nul autre fonc-

tionnaire ottoman ne resterait à Samos ; les troupes ottomanes ne tiendraient garnison ni à Samos ni sur la côte en face de l'île ; les postes et télégraphes seraient administrés par Samos, qui aurait un timbre spécial et une monnaie particulière (1).

Grâce à leur ferme résolution de ne pas accepter la violation de leur statut et, il faut l'ajouter, grâce à des circonstances exceptionnelles, les Samiens vont sans doute obtenir le respect des engagements pris à leur égard — et peut-être même davantage. Leur cas, particulièrement typique, méritait d'être exposé avec quelque détail. Il est vraiment superflu d'insister sur l'enseignement frappant qui s'en dégage.

C : *EN ARMÉNIE*

Le traité de Berlin contient un article 61, dont voici le texte :

« La Sublime Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens, et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux Puissances, qui en surveilleront l'application ».

Ce texte était destiné à garantir la sécurité, l'honneur et les biens des membres de la nation arménienne. La Porte promettait de réaliser *sans retard* les réformes nécessaires. Et c'était sans doute peu de chose. Mais l'Europe s'engageait

(1) Voir le *Journal de Genève*, du 5 novembre 1912.

à surveiller l'application de ces réformes et elle obtenait un droit d'intervention régulier qui lui imposait le plus sacré des devoirs.

Cependant, dans la dernière décade du XIX^e siècle, environ 300.000 Arméniens étaient systématiquement massacrés sous les yeux des puissances indifférentes ou complices. Cependant, en 1909, encore, au lendemain même de la révolution ottomane, de nouveaux massacres se produisirent, cette fois dans la région maritime, à Adana et dans les environs.

Nous sommes aujourd'hui en 1912 et l'article 61 du traité de Berlin, vieux de trente-quatre ans, reste lettre morte comme au premier jour. Une ère de violences paraît même recommencer pour les Arméniens, qui sont livrés sans protection de la part des autorités, aux attaques des Kurdes et des Circassiens. Voici quelques faits signalés par M. Denys Cochin dans une lettre publiée par le *Temps*, dans son numéro du 5 octobre 1912 :

Dans la province de Mouch, 12 chefs kurdes et 200 hommes armés, ayant assassiné huit personnes dont un prêtre, à Dagavank, se font accompagner par le kaïmakhan (sous-préfet turc) et occupent le village arménien de Cehnist. Le kaïmakhan somme les paysans de céder la moitié de leurs biens aux Kurdes de la tribu de Bedek-Elchégo. Les paysans signent en tremblant, sous menace de pillage et de mort...

Le 16 août, au soir, le chef kurde Mir Mhé, entré avec sa bande dans le village de Ghevers, près de Van, a pillé et commis plusieurs meurtres. La population, épouvantée, a fui vers la ville.

Le 1^{er} août, Salim et d'autres Kurdes ont tué l'Arménien Pokham, du village de Gazbis, qui travaillait dans son champ.

Le 21 août, les fils de Mahmad, à cause de la question des terres, ont mis à mort Sarkis, Arménien, âgé de quarante ans, en plein jour, en présence d'autres paysans.

Le 1^{er} août, les Kurdes ont démoli le mur du couvent de Pazénitz, à Sbarkerd ; ils ont tout pillé...

Le métropolite de Van écrit le 22 août : « Il n'y a plus aucune sécurité. Les paysans n'osent plus sortir de leurs villages ; les gens des villes n'osent plus les quitter... »

Le 31 août, le métropolite de Bitlis écrit : « Les crimes, les actes d'oppression continuent. Les communications entre villages sont très dangereuses. Combien dureront ces malheurs?... »

Le 4 septembre, le métropolite de Bitlis télégraphie au patriarche arménien : « Aucun changement. Les musulmans sont armés ; les autorités indifférentes. Nous sommes dans la terreur. »

Ces faits sont confirmés par les correspondants en Orient de plusieurs grands journaux européens. Voici, notamment, quelques passages d'une lettre adressée au *Temps* par son correspondant de Constantinople (1) :

Les télégrammes au patriarcat arménien de Constantinople, implorent secours et protection et relatant les méfaits commis, arrivent chaque jour plus nombreux et dépeignent la situation des populations sous un jour lamentable. C'est la disparition systématique de l'élément arménien organisée par les féodaux kurdes, ceux que l'on désigne sous les noms de *Mutagallibés* et de *Dérébèys*. Malgré les ordres donnés par le gouvernement, les autorités militaires et policières des vilayets habités par les Arméniens et les fonctionnaires agissent exactement comme sous le régime d'Abdul-Hamid. Au lieu de rechercher les coupables, la gendarmerie et la police font des perquisitions dans les maisons des Arméniens pour s'emparer des armes, tandis que les Kurdes se promènent tranquillement en ville armés jusqu'aux dents. Depuis un mois, télégraphie l'archevêque de Van, vingt-six Arméniens ont été massacrés. On n'en finirait plus s'il fallait rapporter en détail les sévices, exactions et meurtres commis dans presque tous les villages de cette région.

Le grand souci des bandits kurdes, c'est de prévenir toute mesure gouvernementale qui aurait pour objet de leur reprendre les terres qu'ils ont enlevées aux Arméniens et de les rendre à ceux qui ont été spoliés. Pour se garantir, ils obligent les Arméniens, sous menace de mort, à signer des engagements par lesquels ceux-ci déclarent

(1) *Temps*, 4 octobre 1912.

avoir cédé la moitié de leurs biens aux Kurdes. Un grand nombre d'Arméniens ont décidé de s'expatrier et de tout abandonner. Les chefs religieux arméniens de Van et de Bitlis, en annonçant cette résolution au patriarcat, doutent fort qu'elle puisse être mise à exécution parce que les bandits kurdes, qui rayonnent en tous sens, ne se feront pas faute de massacrer en route les pauvres émigrants...

D'autre part, le *Journal des Débats* a publié la note suivante (1) qui donne une idée de la sécurité dont jouissent les Arméniens :

La liste établie par le Comité révolutionnaire arménien fait connaître que, depuis le 1^{er} novembre 1911 jusqu'au 12 juillet 1912, il y a eu, dans les vilayets de Van, Bitlis, Diarbekir et Kharpout, 194 Arméniens assassinés ou grièvement blessés par les Kurdes, 26 Arméniennes violentées et converties de force à l'islamisme, 165 maisons ou villages pillés, 32 propriétés confisquées. Le Comité déclare que les Arméniens ont joui d'une parfaite sécurité après la révolution jusqu'aux massacres d'Adana, mais qu'après ces massacres les attentats ont recommencé...

(1) *Débats*, 13 septembre 1912.

L'EXPROPRIATION

EN POLOGNE

On nous écrit de Pologne :

« La loi du 20 mars 1908, en vertu de laquelle le gouvernement prussien est autorisé à exproprier 70.000 hectares de terres appartenant aux Polonais, est mise à exécution.

« Quatre propriétaires polonais, trois de la Posnanie et un de la Prusse occidentale, ont été avisés officiellement qu'ils seront expropriés. Voici la liste des expropriés :

M. Koscielski, domaine Zlotuiki....	superficie	344 hectares.
M. le Dr Trzcinski, dom ^{ne} Kodromb	superficie	549 hectares.
M. Zahlocki, domaine Dobsk.....	superficie	300 hectares.
M ^{me} Lurkowska, domaine Lipienki.	superficie	500 hectares.

Total (environ)... 1.693 hectares.

« Ces domaines seront vendus par le gouvernement prussien à la commission de colonisation qui morcelle les terres exclusivement parmi les paysans allemands. Donc l'expropriation, constitue non seulement une perte pour les propriétaires, mais elle est aussi une perte de places et de gagne-pain pour leurs travailleurs salariés, lesquels sont aussi naturellement des Polonais ».

La loi qui va ainsi être mise pour la première fois en application est une des plus monstrueuses mesures d'except-

tion qu'un État civilisé ait jamais prise. Elle fut déposée à la fin de 1907 par le gouvernement prussien que présidait alors le prince de Bülow. Le projet était intitulé : « Mesures pour fortifier le germanisme dans les provinces de la Prusse orientale et de Posen ». Il prévoyait la constitution d'une commission de colonisation qui délimiterait les terres que le gouvernement pourrait ensuite exproprier, moyennant une indemnité. Malgré la résistance des Polonais et de quelques conservateurs, qui voyaient dans cette mesure un précédent dangereux qu'on pourrait un jour invoquer contre eux, la loi fut votée au *Landtag*, au mois de janvier 1908, par 198 voix contre 119, avec des modifications relativement secondaires consenties par le gouvernement.

Le texte essentiel est le suivant : « Dans les districts où la sécurité du germanisme ne paraît possible qu'en renforçant et en développant les propriétés allemandes, l'État aura le droit d'acquérir, au besoin par expropriation, les parcelles nécessaires, sans dépasser une surface totale de 70.000 hectares ».

A la Chambre des Seigneurs, la résistance fut plus forte. Mais le gouvernement l'emporta, par 143 voix contre 113, après avoir concédé que les biens religieux ne pourraient être expropriés. La loi, ainsi modifiée, fut définitivement approuvée par le *Landtag*, le 20 mars 1908.

Nous ne voulons pas nous arrêter à toutes les souffrances que causera l'expropriation. Ces souffrances peuvent être immenses, elles seront toujours cruelles. Dans une race de paysans, un lien intime et fort unit l'homme à la vieille terre familiale. On ne le brise pas sans douleur.

Mais ce qui nous frappe, c'est la violation d'un droit élémentaire. La loi met entre les mains de l'État une arme formidable contre une catégorie particulière de citoyens. Tous les sujets de l'Empire sont garantis dans la libre dispo-

sition de leurs biens. Les Polonais, sujets allemands, ne le sont plus. Ils peuvent désormais être expropriés, selon le bon plaisir de l'administration, par le seul fait qu'ils sont Polonais. Il n'existe sans doute pas en Europe de législation qui viole plus directement les principes fondamentaux du droit, tel qu'il est conçu et respecté dans tout l'univers civilisé (1).

Depuis le vote de la loi, aucune mesure d'expropriation n'avait été prise. On disait même que le baron de Schorlemer, nommé ministre de l'agriculture en juin 1910, était hostile à l'expropriation. On pouvait penser que la loi resterait à l'état de menace. Mais, dès ce printemps, M. de Schorlemer déposa au *Landtag* un projet de loi tendant à fortifier la propriété foncière allemande « dans certaines provinces menacées au point de vue national ». On en put inférer qu'on s'était fait des illusions sur ses sentiments véritables.

On ne peut plus douter aujourd'hui que le gouvernement prussien n'ait l'intention de commencer l'application de la loi. Le président de la commission de colonisation a déclaré lui-même au correspondant de la *Gazette de Francfort*, à Posen, que les quatre propriétaires dont nous avons donné les noms avaient été officiellement avertis par le gouvernement. S'agit-il d'un simple prologue et d'autres expropriations plus étendues suivront-elles prochainement? Ou le gouvernement prussien n'a-t-il voulu que donner une petite satisfaction aux *hakatistes*, qui se sont beaucoup agités ces derniers temps, et s'en tiendra-t-il là? Il est impossible de

(1) Voir sur la loi et son vote : *La Vie politique dans les Deux-Mondes*, 2^e année, 1907-08, pp. 143-145, et surtout : Edmond Bernus. La loi d'expropriation polonaise, dans *Pages Libres*, 21 mars 1908, pp. 305-316.

le dire dès maintenant. Mais il est probable que ces premières expropriations ne feront qu'exciter l'appétit des *hakatistes* et que le gouvernement, ayant commencé d'appliquer la loi, ne s'arrêtera pas dès le début.

De rares journaux allemands — le *Berliner Tageblatt* et la *Gazette de Francfort* notamment — ont critiqué les mesures annoncées. Ils y voient une maladresse dans la situation extérieure actuelle et craignent que l'Allemagne ne s'aliène les Polonais d'Autriche, si puissants à Vienne. Leur point de vue n'est pas le nôtre. Ce qui les inquiète, c'est moins la violation d'un droit que la possibilité d'un contre-coup politique.



Les 30 et 31 octobre derniers, le *Landtag* prussien, saisi d'une interpellation déposée par le député Mizerski, a discuté l'application de la loi d'expropriation. Le député polonais Korfanty a prononcé un discours extrêmement vigoureux. En voici quelques passages caractéristiques :

... Dans l'ordre politique et national, vous nous avez pris tout ce qu'on pouvait nous prendre... Nous sommes soumis à une domination de violence (*Gewaltherrschaft*). On s'est attaqué d'abord à notre honneur national. Ensuite on nous chasse de nos maisons et de nos fermes. On ruine notre prospérité, on anéantit notre culture, et, pour atteindre ces résultats, on utilise la puissance de l'État... En mai 1815, le roi Frédéric-Guillaume II publia une proclamation dans laquelle il disait aux Polonais : « Vous avez une patrie. Vous serez incorporés à ma monarchie sans avoir à renier votre nationalité. Votre langue sera maintenue. Vos propriétés seront placées sous la protection de la loi ». Comparez ces paroles royales et notre situation actuelle. Quel respect pouvons-nous avoir pour un État où les promesses royales ont si peu de valeur ?

... On prend sans cesse contre nous des mesures anticonstitutionnelles... La loi d'expropriation est un instrument de torture des

forts contre les faibles. Mais, de même que le monde civilisé s'est débarrassé des instruments de torture du passé, cette politique médiévale devra disparaître. Les mesures actuelles ne calmeront même pas les *hakatistes*.

Vous vous êtes attaqués à la propriété privée de citoyens. La sécurité juridique a complètement disparu pour nous. Notre peuple a perdu sa confiance non seulement dans le gouvernement, mais encore dans ses juges. Vous combattez l'attachement de notre peuple à la terre de ses pères et vous détruisez par là les éléments conservateurs de l'État. Voilà ce que font les conservateurs qui prétendent combattre la révolution. Vous appelez cela conception chrétienne, moi je dis que c'est de l'hypocrisie...

Vous avez répandu dans la population polonaise la haine, l'amertume et le mépris. Nous sommes un peuple qui a une culture et une histoire, et qui a sauvé l'Europe des Turcs. Nous défendrons à outrance nos biens. Nous soutenons, en engageant toutes nos forces, une lutte de vie ou de mort que vous nous avez imposée, et nous remporterons la victoire. Les desseins de Dieu s'accomplissent lentement. Mais une juste punition atteindra nos bourreaux.

M. de Schorlemer, ministre prussien de l'agriculture, répondit très brièvement. Il reconnut que, conformément à l'article 13 de la loi du 20 mars 1908, la commission de colonisation a décidé l'expropriation des propriétaires dont nous avons indiqué les noms. Conformément à l'article 16 de la même loi, les propriétaires ont, dans les délais voulus, recouru contre la décision. Le Gouvernement ne s'est pas encore prononcé sur ce recours. Le ministre se refuse à discuter de nouveau la loi de 1908.

La discussion reprit le lendemain. Un député silésien du centre, le comte Praschma, condamna très nettement la politique d'expropriation :

Cette politique, déclara-t-il, incite l'étranger à prendre des mesures analogues contre les Allemands ; elle déracine les populations agricoles qui sont nécessaires au maintien d'un État chrétien conservateur et les pousse à un radicalisme dangereux. On n'a pas le droit de s'attaquer aux droits privés d'adversaires politiques...

Les expropriations furent défendues par quelques députés appartenant aux partis dirigeants (conservateur, national-libéral, d'Empire) et par le ministre de l'intérieur, M. von Dallwitz, qui soutint que la politique polonaise du Gouvernement n'était pas affaire de sentiment, mais qu'elle était la conséquence de la dure nécessité du développement économique national.

Plusieurs députés polonais prirent encore la parole. L'un d'eux, M. de Trampczynski a fait une révélation curieuse : pour faire voter la loi en 1908, la prince de Bülow aurait affirmé à quelques députés hésitants qu'elle ne serait jamais appliquée.

Le député socialiste Borchardt déclara prendre acte de l'attitude des conservateurs, qui ne sauraient plus prétendre imposer désormais aux socialistes le respect de la propriété privée. Enfin, le député danois Nissen proclama que l'expropriation « était une violation de la constitution, un coup de force et une tache sur l'honneur prussien ».

Les interpellations au *Landtag* prussien ne comportent pas de sanction. Le débat se termina donc après le discours de M. Nissen sans le vote d'un ordre du jour. Il n'est d'ailleurs pas douteux que le Gouvernement, si un vote avait eu lieu, eût obtenu l'approbation de la majorité des députés. C'est le *Landtag* qui a voté la loi de 1908, dont la première application se fait actuellement (1).



En réponse aux mesures d'expropriation, les grands pro-

(1) Le résumé du débat au *Landtag* a été rédigé d'après le compte rendu de journaux allemands peu suspects de sympathie pour les Polonais, la *Gazette de Cologne* et le *Berliner Lokal-Anzeiger*.

priétaires de la Pologne prussienne, dont plusieurs sont membres de la Chambre des seigneurs de Prusse, du *Landtag* de Prusse ou du *Reichstag* allemand, publient la déclaration suivante :

Les regards se tournent vers ces territoires conquis par la Prusse, où l'on procède à l'expropriation de la population polonaise, sans qu'elle ait transgressé en rien les lois en vigueur. Nulle part la tranquillité publique n'a été troublée, nulle part on n'a pu constater l'ombre d'une résistance à l'autorité. Les Polonais travaillaient en paix à gagner de quoi donner du pain à leurs familles et payer les impôts à l'État, quand soudain l'on apprit le décret ordonnant l'expropriation au profit de l'État prussien de quatre grandes propriétés polonaises.

Propriétaires des provinces de Posnanie et de Prusse occidentale, nous déclarons que rien ne nous fera abandonner notre pays natal.

Nous veillerons avec un soin d'autant plus jaloux à retenir dans nos cœurs, dans nos familles, dans notre peuple notre foi nationale et religieuse. La persécution ne fera qu'accroître notre ardeur. Notre amour sera plus fort que la haine de nos ennemis.

Ceux d'entre nous qui seront dépossédés de cette terre qui nous est si chère n'en consacreront que plus de temps à travailler à l'éducation de notre peuple.

Notre devoir est de ne pas abandonner notre poste. Et si nous venions à manquer de terre pour entretenir nos foyers domestiques, nous chercherions d'autres moyens d'existence pour vous et pour votre peuple, sans quitter notre patrie, sans l'affaiblir par notre départ.

L'expropriation a frappé en premier lieu une veuve, mère d'enfants en bas âge, et de jeunes agriculteurs à leurs débuts.

En réponse, nous élèverons nos fils de sorte que, comme leurs pères, ils ne se laissent pas tenter de céder leur droit d'aînesse sur cette terre, leurs droits imprescriptibles, de par la loi de Dieu et des hommes, à vivre et à mourir là où reposent les cendres de leurs pères.

L'amour est plus fort que la mort. L'amour de la patrie persécutée est ancré dans nos cœurs ; il nous chante un hymne de foi invincible, une promesse de triomphe sur cet *esprit de destruction* qui

voudrait supprimer le peuple de Pologne avec ses traditions de mille ans de services rendus à la chrétienté.

Il n'y aura chez nous ni lamentations, ni cris de désespoir. Rien ne sera changé dans notre manière de vivre. Nous subirons ce nouveau coup infligé à la Pologne et au catholicisme comme nous en avons subi tant d'autres et nous continuerons à suivre le chemin que nous tracera le respect de notre devoir national et de notre dignité individuelle (1).

(1) Le texte de cette déclaration a paru notamment dans le *Journal des Débats* du 1^{er} novembre 1912. L'agence polonaise de presse de Paris l'a également publiée à part.

Atteintes à l'Indépendance d'un État

EN PERSE

Les puissances qui se préparent à supprimer une individualité nationale déclarent toujours qu'elles viennent implanter une civilisation supérieure. Telle est notamment la prétention de la Russie en Perse.

Les deux notes suivantes que nous adresse un de nos correspondants persans montrent ce qu'il faut penser de cet apostolat. La première prouve que ceux que l'on tient à éliminer, que ceux que l'on pend, sont précisément les hommes attachés au progrès et à la civilisation. Rien d'étonnant à cela : ils pourraient sauver leur pays et rendre plus difficile la conquête étrangère. La seconde note établit que les collaborateurs de l'œuvre dite de civilisation sont choisis parmi les hommes les plus barbares. Les plus recherchés sont d'anciens brigands : ils sont à la disposition de qui les paye ou leur permet des rapines.

Voici ces notes :

La Perse, après avoir attiré l'attention du monde entier, est tombée actuellement dans l'oubli. Ce qui s'y passe mérite cependant d'être porté à la connaissance de l'opinion publique. Celles de ses provinces qui ont le malheur d'être occu-

pées par les troupes russes sont le théâtre des plus atroces cruautés que le despotisme asiatique puisse commettre. Ces provinces sont l'Azerbeïdjan, le Ghilan, le Khorassan. Et ces actes sont commis par une puissance qui se donne, vis-à-vis de l'Europe, la fonction de propager la civilisation !

Sans avoir la prétention d'embrasser la question d'un seul trait, nous allons essayer, dans les lignes qui suivent, de mettre sous les yeux des lecteurs ce qui s'est passé le 1^{er} janvier de cette année à Tauris, le chef-lieu de l'Azerbeïdjan.

Jour sanglant et historique où les Russes ont proclamé la cour martiale, comme en pays conquis, En ce jour mémorable, qui coïncidait avec le 10 *Moharem-Achoura*, date religieusement sacrée chez les Persans, sept hommes parmi les notables de la ville furent pendus publiquement, au milieu de l'angoisse de la population. Ces sept martyrs étaient :

1) Mirza Ali-Sigatoul-Islam, chef ecclésiastique très vénéré, pacifiste d'opinion et partisan zélé de la civilisation moderne. Son unique tort, aux yeux des Russes, était d'entretenir des sentiments patriotiques non entachés de russophilie. En le pendant, les Russes n'ont pas seulement commis un acte injuste, mais ils ont encore mortellement blessé le sentiment religieux de la nation persane, en commettant ce crime de lèse-religion sur un martyr qui a plus d'un million de sectateurs, et cela le jour même de l'*Achoura* pendant lequel l'effervescence de la population arrive à son apogée.

2) Mirza Sadigh Khan-Sadigul-Mouk, élève de l'ancienne école militaire de Constantinople, homme éclairé et d'un esprit très moderne. Il était absurde de l'accuser des événements révolutionnaires.

3) Seikhe Selime, orateur. Il avait joué un rôle prépondérant dans la Révolution. Mais, dans les derniers temps, il

avait cessé d'être extrémiste et même était hostile à ceux qui voulaient s'opposer à l'agression de la Russie par les armes.

4) Mirza Aboul-Gassime-Zià-ul-Uléma, ecclésiastique et membre du jury. Celui-ci était d'un esprit libéral et connaissait à fond les langues française et russe. Il a enrichi la langue persane de plusieurs traductions d'ouvrages étrangers. Il était aussi très versé dans les sciences théologiques et l'ethnographie. Mais jamais il n'avait déployé d'activité dans le domaine politique et personne ne soupçonnait, jusqu'à sa pendaison, qu'on pût le mettre en accusation.

5) Mohamed-Goli Khan, son oncle. Vieillard retiré du monde, il était seulement coupable d'être le parent du précédent. Il paraît qu'il était allé voir son neveu quand des soldats vinrent arrêter ce dernier de la part du consulat russe. Zià-ul-Uléma ayant eu peur, le malheureux Mohamed-Goli Khan offrit de l'accompagner. Et quand l'ordre fut donné par la cour martiale de pendre Zià-ul-Uléma, il alla jusqu'au lieu de l'exécution pour entendre les dernières paroles de son neveu. On se saisit aussi de lui, et on le pendit.

6) Hassan Aga, garçon de seize ans.

7) Gadir, âgé de douze ans.

Ces deux frères étaient les fils d'un nommé Kelle-Ali, qui s'était distingué dans les premiers mouvements révolutionnaires, mais qui était déjà décédé depuis deux ans ! Tel était leur unique tort.

La cour martiale, proclamée le 1^{er} janvier 1912, fonctionna jusqu'au 10 mars, causant 72 victimes, aussi innocentes que celles que nous venons de citer.

1^{er} octobre 1912.

On ne peut qualifier la politique de la Russie dans toute la Perse que par ces deux mots : la terreur et le règne des ténèbres.

En effet, dans les provinces occupées par les troupes de cette puissance, le gouvernement central de Téhéran ne peut agir en aucune façon. Les créatures russes, qui y exercent un plein pouvoir, se livrent à une cruauté sans bornes et à la pire vénalité. C'est ainsi que le fameux réactionnaire Samad-Khan-Schoudja 'a-Deolch, soutenu par les encouragements moscovites, a pu entasser dans l'espace de dix mois plus d'un demi-million de tomars (deux millions de francs).

C'est un ignorant illettré qui a passé sa jeunesse dans des brigandages. Il a même reçu un coup de sabre sur le crâne en voulant enlever les troupeaux d'un hameau. Ce coup lui a valu le surnom de " Tchapoukh-Samad " — Samad le fendu. Et encore aujourd'hui, pour couvrir sa honteuse blessure, il se sert de très grands chapeaux qu'il n'ôte jamais publiquement. Pendant le mouvement révolutionnaire de la Perse, il se déclara partisan de l'ancien régime et sut gagner de la sorte la sympathie des diplomates russes. Il serait très long de raconter le rôle prépondérant qu'il a joué dans la réaction actuelle et la mainmise des Russes sur l'Azerbeïdjan. Nous dirons seulement que, treize mois auparavant, il se révolta contre le gouvernement constitutionnel et parvint à rassembler des hordes sauvages et à assiéger Tauris. Toutefois il était incapable de prendre la ville sans l'appui de la Russie. Au bout de quatre mois, profitant de l'invasion subite des Russes, il entra dans la ville avec ses brigands et se proclama gouverneur général de la province. Tous les consuls étrangers refusant de reconnaître sa légitimité, le consul russe, M. Miller, le soutint avec des troupes et le guida même dans la voie d'aven-

tures qu'il devait suivre. Chaque jour, de très bonne heure, le brigand va prendre ses instructions au consulat russe.

Voyons maintenant l'administration que ledit Samad Khan a organisée avec l'appui des Russes. Parlons des prisons, puisque c'est la principale institution de l'administration russe.

Les prisons sont des cachots de 4 mètres de longueur sur 2 m. 50 de largeur. Le nombre moyen des détenus de chacun de ces cachots est de 80 hommes, qui gémissent dans l'humidité et dans les fers. Ils ne peuvent sortir pour satisfaire leurs besoins naturels qu'une seule fois par jour, et tous ensemble. La nourriture consiste en un pain noir, de très mauvaise qualité, servi une fois toute les vingt-quatre heures. Ceux qui sont riches peuvent faire apporter des repas ; mais alors ils sont taxés à un prix fou par le *Doustayh-Ban*, le geôlier. Souvent le bourreau pénètre dans le cachot pour y enlever un malheureux et le mener à la mort.

13 octobre 1912.

SLESVIG

Comme on pourra s'en rendre compte par le résumé d'un article de la *Revue de Paris* que nous publions sous la rubrique bibliographique, l'oppression est particulièrement lourde en Slesvig et la résistance des Danois mérite d'être suivie de près. Nous avons reçu de nos correspondants du Slesvig des communications importantes. Malheureusement elles sont parvenues trop tard pour qu'il fût possible de les faire paraître dans notre premier cahier. Nous le regrettons. Mais ce n'est que partie remise. Le Slesvig figurera en bonne place dans notre prochain cahier.

BIBLIOGRAPHIE

La Résistance du Slesvig à la Germanisation

Dans la *Revue de Paris* du 15 août 1912, M. Jacques de Coussange expose par quelles méthodes les Slesvigois du Nord ont organisé la résistance à la germanisation. Il est utile de résumer cet article qui expose clairement l'origine et le développement de ce mouvement national.

Les Danois du Slesvig occupent la partie du pays qui s'étend entre la Kongeaa (frontière danoise) au nord, Flensborg et Tønder au sud. Moins nombreux que les Alsaciens-Lorrains et les Polonais — ils sont environ 140.000 — ils ont peut-être su mieux s'organiser.

Tant que sur l'article 5 du traité de Prague (qui réservait le droit des Slesvigois, librement consultés), on put fonder l'espoir d'un prochain retour au Danemark, la résistance ne chercha pas à s'organiser. En octobre 1878, par un accord avec la Prusse, l'Autriche renonça à l'exécution de cette clause. Ce traité fit comprendre aux Slesvigois ce que leur attitude avait de dangereux. Les immigrants allemands prenaient les places des Slesvigois à l'école, dans l'église, dans l'administration, car les nationaux se refusaient à prêter serment et près de 60.000 d'entre eux avaient passé en Danemark. Ils virent qu'ils ne pouvaient défendre leur conscience nationale qu'en usant de toutes les armes. On constate chez eux un revirement analogue à celui qui se produisit chez les Alsaciens-Lorrains quand ils renoncèrent à la politique de protestation pure pour revendiquer

leur droit à être traités comme les autres citoyens dans un *Reich* où ils ont été incorporés malgré eux.

M. P. Hanssen, actuellement député au Reichstag, formula le programme des Slesvigois qui peut se résumer ainsi : « Nous ne faisons pas d'effort pour nous séparer de la Prusse. Il ne nous appartient pas d'en faire. Nous nourrissons le désir d'être de nouveau unis au Danemarque, mais nous nous appuyons uniquement sur la constitution prussienne, sur les lois existantes. Nous remplissons nos devoirs vis-à-vis de l'État prussien et vis-à-vis de l'Empire allemand, mais nous demandons que nos droits de citoyens prussiens soient respectés ; d'ailleurs, nous continuerons à défendre et à maintenir notre langue danoise et notre culture scandinave. » Le mot d'ordre est : « Il faut que les garçons restent et que pas un pouce de terrain ne tombe aux mains des Allemands. »

Les Allemands prétendent voir dans cette tactique une menace pour eux. Ils proclament que lorsque « l'agitation » sera finie, ils laisseront les Danois jouir de leurs droits. A l'école, on parle l'allemand, que les enfants ne comprennent pas, et on a puni quelquefois ceux qui, même en dehors de l'école, parlaient danois. L'administration fait la guerre aux morts. Elle interdit de célébrer des enterrements solennels pour les défunts appartenant à des communautés libres.

De 1898 à 1903, on a expulsé mille Danois pour les causes les plus futiles. Aux Danois sujets allemands, on réserve l'amende et la prison. Il y a, au Slesvig, environ trois mille *Hjemløse* (sans patrie), dont la situation est particulièrement douloureuse. Sur ces gens, qui ont toutes leurs attaches au Slesvig, on fait peser la menace permanente de l'expulsion, et souvent on les renvoie brutalement. N'étant autorisés à habiter nulle part, ils sont traqués, poursuivis par des amendes et toutes sortes de condamnations. Cette politique a soulevé les protestations de quelques Allemands eux-mêmes. Ainsi M. Hønel, professeur à l'Université de Kiel, voyant de près les manœuvres des administrateurs prussiens, les a avertis qu'ils tournaient le dos au but qu'ils voulaient atteindre ; il a flétri l'*Association allemande du Slesvig septentrional* qui poursuit l'œuvre de la germanisation et prêche ce qu'elle appelle elle-même « la guerre au couteau » contre les Slesvigois.

Pour résister, les Slesvigois ont eu recours à l'association sous toutes ses formes. Leur grande association politique, l'*Association des électeurs du Slesvig septentrional*, fondée en 1888, compte aujour-

d'hui 5.451 membres. Elle choisit les candidats pour les élections politiques, communales et ecclésiastiques ; elle incite les Slesvigois à user de leurs droits politiques et sert d'appui aux députés. Grâce à ses efforts, le nombre des électeurs danois, qui était tombé à 11.976 en 1887, est arrivé à 17.000 au mois de janvier 1912.

Les Allemands ont cherché à enlever systématiquement les terres aux Slesvigois. C'est le but que poursuivent l'*Association pour la colonisation du nord Slesvig occidental*, fondée en 1891, et la *Société Slesvig-Holsteinoise de colonisation*, créée en 1909. L'État lui-même a acheté des propriétés étendues. Pour lutter, les Slesvigois ont fondé, en 1909, une union de crédit, qui se joint, dans l'effort entrepris, aux banques populaires d'Aabenraa et de Haderslev et à plusieurs caisses d'épargne.

Les deux autres associations slesvigoises regardent l'école et la langue, éléments essentiels pour le maintien d'une culture nationale. Successivement, l'administration a fait fermer toutes les écoles danoises. En 1888, l'instruction fut complètement germanisée. L'*Association scolaire*, qui existe depuis 1892, a pour but d'informer les Danois des moyens dont ils disposent pour assurer à leurs enfants la connaissance du danois. L'Association aide les parents à envoyer leurs fils et leurs filles, après le temps de scolarité primaire obligatoire, dans les écoles primaires supérieures ou secondaires du Danemark.

La *Ligue pour la défense de la langue*, fondée en 1880, déjà, a créé d'admirables bibliothèques, qui sont placées dans les « maisons d'assemblées », foyers de culture danoise, où l'on se réunit, où l'on fait des conférences et où l'on joue la comédie. Grâce à ses efforts, on a même obtenu ce résultat qu'un grand nombre d'enfants d'immigrés allemands, — un tiers, dit-on, — parlent danois.

Un *Journal des Enfants* soutient la bonne volonté des petits Danois, leur offre des histoires à leur portée et leur donne des sujets de concours pour le style et pour l'histoire. Il est distribué tous les dimanches par les journaux danois.

Ceux-ci se tirent à 20.000 exemplaires environ. Ce sont : le *Flensborg Avis*, autrefois rédigé en allemand ; le *Dyböbl Posten*, le *Hejmdal* et le *Modersmaalet*. L'*Almanach de la Ligue* répand la lecture du danois jusque dans les maisons les plus humbles. Mais c'est surtout le *Libre bleu des Chansons*, également publié par la Ligue, qui a le plus contribué à faire passer l'âme des pères dans celle des fils. Il contient des mélodies populaires et des poésies d'écrivains danois et

aussi suédois et norvégiens. Il entretient l'amour du foyer, l'amour de la patrie et l'amour de Dieu. On y rencontre parfois une page blanche avec un titre unique et cette note : « Le texte a été déclaré trop excitant par le tribunal supérieur de Flensborg, à telle date ; par suite, en raison d'une ordonnance de police, il ne peut être répandu en Slesvig. »

M. de Coussange écrit en terminant : « L'énergie, la prudence, la maîtrise de soi-même, nécessaires dans cette résistance, élèvent au plus haut degré la valeur de chacun de ceux qui opposent leur patiente ténacité à la pression étrangère... »

FINLANDE

Pierre CHASLES. — **L'Empire Russe et la conscience nationale finlandaise.** [*Revue des Sciences politiques*, t. XXVIII, juillet-août 1912, p. 42-57.]

L'auteur expose comment, depuis la séparation de la Suède, en 1809, une âme et une conscience nationales véritables se sont développées en Finlande. Le choc de la conquête a dégagé les forces latentes du particularisme local. C'est un peu ce qui s'est passé en Alsace-Lorraine. L'abîme est profond entre le Finlandais et le Russe : c'est l'Occident en face de l'Orient. La Finlande ne peut pas être russifiée. M. Chasles étudie les diverses manifestations de la vie finlandaise. « Le peuple finlandais, écrit-il, a conscience de lui-même comme d'un tout, profondément original et fortement intégré. C'est là ce qui justifie le mieux son droit à l'autonomie politique. » Les actes du 15 février 1899 et du 30 juin 1910 ont été, de la part de la Russie, de véritables coups d'État. La loi du 2 février 1912, qui confère aux sujets russes habitant la Finlande les mêmes droits qu'aux Finlandais, est, d'autre part, extrêmement grave. Armé de ce nouveau texte, le gouvernement pourra, s'il le juge à propos, dénationaliser l'administration finlandaise. Enfin, on prétend annexer à la Russie deux paroisses de la province de Vyborg. Ce démembrement, contraire au vœu des habitants, est dicté par une politique directement contraire à celle d'Alexandre I^{er}. « Même en rejetant toute considération de justice humaine, conclut l'auteur, en se plaçant au point de vue exclusif des intérêts russes, on ne peut que réprouver une politique néfaste, qui, sous prétexte de consolider l'unité de

l'Empire, le divise au contraire profondément et constitue par là-même une cause permanente de faiblesse. Toute politique agressive de la part du gouvernement russe serait d'autant plus injustifiée que le peuple finlandais, maître de lui-même, et, si l'on peut accoupler ces deux mots, passionnément modéré, s'est toujours abstenu des violences insurrectionnelles. C'est toujours avec une calme énergie qu'il a revendiqué ses droits. »

Paul BOYER, **La Russie et les nationalités**, Paris, L. Cerf.
Extrait de la *Revue de Synthèse historique*.

Dans cette importante étude, M. Paul Boyer, constatant que depuis cinq ans toute la politique russe a été dominée par la croissance d'un nationalisme étroit et agressif, s'est proposé de déterminer les causes de ce nationalisme, d'en examiner les principales manifestations et d'en indiquer le danger.

M. Stolypine a exploité le nationalisme, mais il ne l'a pas créé de toutes pièces. Dans la partie moyenne de la nation, le nationalisme doit être considéré comme une sorte de revanche à l'intérieur de la guerre russo-japonaise. Pour les ministres, comme pour les hommes de l'entourage de l'empereur, il est apparu comme une revanche à prendre sur la révolution. Ce sont en effet les allogènes (Juifs, Polonais, Finlandais, Arméniens du Caucase, Lettes et Esthoniens des provinces baltiques) qui ont accueilli avec le plus d'enthousiasme la révolution émancipatrice de 1905. Ils ont réclamé la restitution à la Finlande de ses droits constitutionnels et l'autonomie pour toutes les nationalités de l'Empire. Les nationalités allogènes avaient été au premier rang de la révolution russe : celle-ci vaincue, elles se trouvèrent face à face avec d'inexpiables rancunes. A ces rancunes, qu'on n'osait avouer, il fallait un prétexte : le nationalisme le fournit.

M. Stolypine se fit donc du nationalisme un système de gouvernement qui se traduisit d'abord dans la loi électorale. On modifia celle-ci en réduisant à un nombre infime de sièges la représentation consentie aux allogènes. Ensuite, on fit voter une loi relative à l'introduction des *zemtvos* (conseils provinciaux) dans les gouvernements de l'Ouest en la combinant de manière à éliminer les éléments non-russes.

Puis on s'attaqua à la Pologne. Une loi, votée par la Douma mais non encore ratifiée par le Conseil de l'Empire, a enlevé au royaume

de Pologne, tel que le Congrès de Vienne l'a constitué en 1815, plusieurs districts pour en former le gouvernement russe de Chelm (Kholm en russe). Les patriotes polonais dénoncent ce démembrement comme un quatrième partage de la Pologne. Certains ministres russes et le gouverneur-général de Varsovie lui-même l'ont désapprouvé.

Enfin le gouvernement russe prétend arracher à la Finlande et les rattacher au gouvernement de Saint-Petersbourg, deux paroisses de la province de Vyborg, Kivenappa (Kivinebb en russe) et Uusikirkko (Nykyrka), 1.553 kilomètres carrés et 31.189 âmes. C'est une nouvelle injure gratuite faite au peuple finlandais.

Pour signaler les périls de cette politique nationaliste, M. Boyer laisse la parole à un savant russe éminent, dont il doit taire le nom et qui lui a fait les déclarations les plus nettes.

« Je ne suis pas nationaliste, dit ce savant, parce que je suis patriote et que j'ai la fierté de mon pays. Le nationalisme est une politique de petite nation qui se défend par tous les moyens. La Russie est une grande nation qui doit traiter généreusement tous ceux qui, par droit historique ou par droit de conquête, ont leur place dans son vaste logis.

« La politique nationaliste est dangereuse. Par ses tracasseries, elle a créé le mouvement petit russe. En Pologne, la Russie refuse l'autonomie à laquelle la civilisation polonaise a droit, et certains polonais exaspérés finissent par tourner les yeux vers l'empire allemand. A l'égard de la Finlande, qui ne demande qu'à être loyale pourvu qu'on respecte ses droits, la Russie a choisi une politique d'incohérence et de violence. De gaieté de cœur, elle a donc suscité l'inimitié finlandaise qui, en cas de guerre, peut devenir redoutable. Pour les Juifs, on n'a pas été moins injuste et maladroit. La question juive, en Russie comme ailleurs, ne comporte qu'une solution : l'égalité des droits.

« Comprenez-vous maintenant pourquoi, conclut le savant, étant patriote, je ne puis pas être nationaliste ? »



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA LIGUE

L'Assemblée générale constitutive de la Ligue pour la défense du Droit des Peuples aura lieu le **Dimanche 15 Décembre 1912**, à trois heures, à la Sorbonne (Faculté des Lettres, salle Edgar-Quinet).

ORDRE DU JOUR

Allocution du Président.

Exposé des origines de la Ligue.

Examen des Statuts.

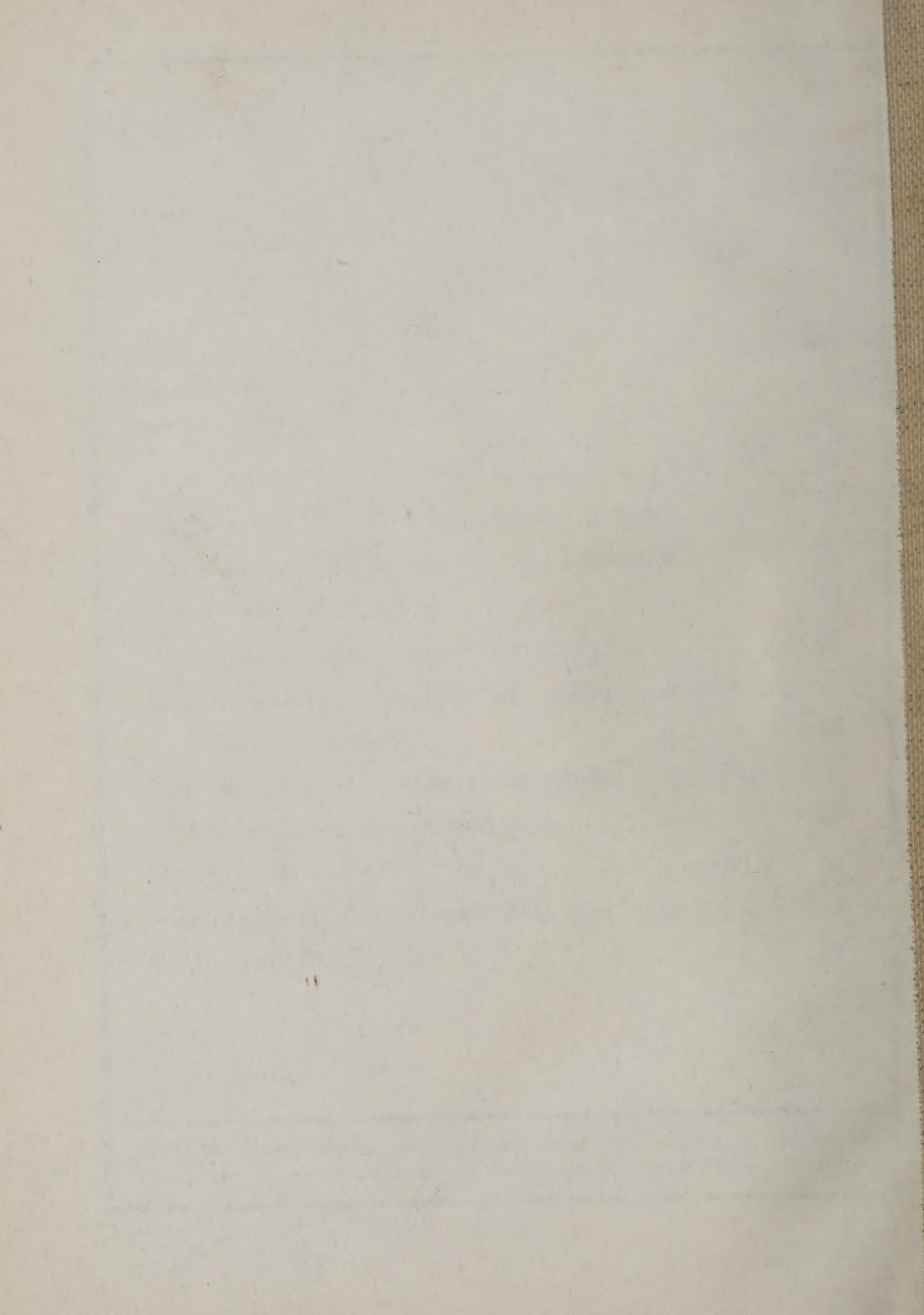
Élection du Comité définitif.

SOMMAIRE

	Pages
Appel	1
Projet de Statuts	7
Explications	11
La guerre d'Orient et le droit des peuples. . . .	18
L'état présent de la question de Finlande. . . .	27
Les Tchèques.	33
Comment se pose la question de Perse	42
L'oppression économique. En Alsace : L'affaire de Graffenstaden.	48
Engagements et constitutions violés : En Fin- lande ; à Samos ; en Arménie	55
L'Expropriation : En Pologne	66
Atteintes à l'indépendance d'un État : En Perse. .	74
Bibliographie.	79



Imprimerie Nouvelle l'Avenir (association ouvrière de typographes
syndiqués), 4, rue du Pont-Cizeau, et 1, rue du Rivage, Nevers.



**PRESSBOARD
PAMPHLET BINDER**

Manufactured by
GAYLORD BROS. Inc.
Syracuse, N. Y.
Stockton, Calif.

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA

320.5 L1 C001 v.1:1-2 N-D(191

Cahiers mensuels /



3 0112 087692460